

**Célébration du 60ème anniversaire de l'indépendance de l'Algérie :  
Allocution de SEM. Riache El HAOUES, ambassadeur de l'Algérie au Mali**

MALI 

L'information est l'oxygène des temps modernes

MARDI 12 JUILLET 2022

# 1136

# Malikilé

[www.malikile.com](http://www.malikile.com)

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



**Arrestation de mercenaires au Mali**

**Le gouvernement**

**disculpe l'Etat ivoirien**



**Sénégal : Des législatives décisives**



**Mali : Stop aux fausses informations et  
propagandes**



# COVID 19

## CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

**11** Juin  
2022

## RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respecter



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

**325**

Nouveaux cas confirmés

**02**

Nouveaux guéris

**01**

Nouveaux décès

**00**

Au cours des dernières 24 H

### VACCINATION

**534 833** Vaccinations incomplètes

**1 428 555** Vaccinations complètes

### Bilan global de la situation du Covid 19

**cas confirmés**

**31 189**

**Guéris**

**30 353**

**Décès**

**737**

dont 22 font l'objet d'un suivie médical



**MALIKILÉ**

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.17



P.27



P.31



## / Une /

Arrestation de mercenaires au Mali : Le gouvernement disculpe l'Etat ivoirien

P.6

## / Brèves /

Gao-Sévaré : Appels à la sécurisation de la route

P.16

Gao : Barkhane précise que ceux présentés comme « ses anciens collaborateurs, qui réclament leurs droits » appartenaient à la société d'intérim RMO

P.16

Tabaski 2022 : La fête malgré les difficultés financières

P.17

Mali : Quid des rotations des contingents ouest-africains de la MINUSMA ?

P.17

Deuil : Les adieux de la Minusma à trois de ses casques bleus tombés pour la paix

P.18

1ère région militaire : Des sous-officiers et militaires du rang prêt à servir en matière de renseignement

P.18

COMMUNIQUÉ DU MINISTÈRE DES AFFAIRES ETRANGÈRES ET DE LA COMMUNAUTÉ NATIONALE À L'ETRANGER

P.19

## / Actualité /

Sénégal : Des législatives décisives

P.21

Mali : Stop aux fausses informations et propagandes

P.23

Mali : L'ONU dit avoir besoin du « soutien » et de la « coopération » des autorités

P.24

Mohamed Chérif Koné : Le magistrat que la junte malienne veut réduire au silence

P.25

Comité Communal de la Croix Rouge du Mandé : Redonner le sourire aux orphelins

P.27

Célébration du 60ème anniversaire de l'indépendance de l'Algérie : Allocution de SEM. Riache El HAQUES, ambassadeur de l'Algérie au Mali

P.29

## / Politique /

La modèle à propos du cycle électoral 2022-2024 : « Le chronogramme risque d'essouffler les populations »

P.31

Yeah Samaké : Un leader exceptionnel qui sera candidat à la présidentielle malienne

P.32

Transition : Un chronogramme ambitieux face aux défis

P.33

## / Culture & société /

Ne tuons pas nos fleuves : Certaines espèces aquatiques se raréfient, pourquoi cela doit nous interpeler ?

P.34

## / International /

Transition : Le CNRD demande au CNT de surseoir à toute activité liée à la rédaction de la Constitution

P.35

RCI : Simone Gbagbo exhorte des femmes évangéliques à être des solutions face à la crise mondiale

P.35

## / Sport /

Paul Pogba de retour officiellement à la Juventus de Turin : Le salaire annuel qu'il touchera

P.36

## Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

**Siège :** Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié [Bamako – Mali]

**Email :** ampikile@gmail.com

**Site Web :** www.malikile.com

**Contacts :** +223 70 44 22 23

• **Gérant :** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef :** .....

• **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamako B. KEITA, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Maffenin Diarra

• **Service Commercial :** Youssouf Diarra

• **Secrétariat :** Fatou SISSOKO

# Malikilé

VOTRE QUOTIDIEN NUMERIQUE D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION

## BONNE FÊTE DE **TABASKI** 2022



La Direction et l'ensemble du personnel de MALIKILE, votre journal numérique souhaitent à toute la communauté musulmane du Mali et du monde une bonne Fête de Tabaski.

[www.malikile.com](http://www.malikile.com)



**Aidez-nous à lutter  
contre le Terrorisme  
Contactez le Centre  
d'appel « DÈMÉSO »**



**80001120  
80001122**



**+223 98-17-36-45  
+223 98-17-36-75**



**HALTE AU  
TERRORISME  
AU MALI**



## Arrestation de mercenaires au Mali

**Le gouvernement  
disculpe l'Etat ivoirien**

**T**rès rapidement, la nouvelle a fait le tour du Web et alimenté toutes les conversations dans les grins : des soldats ivoiriens, en mission de déstabilisation au Mali, ont été arrêtés à l'aéroport international Président Modibo Keita de Bamako-Sénou. S'en suivirent toutes sortes de commentaires, provenant bien sûr, de « sources bien informées » faisant cas de contingent ivoirien de la MINUSMA, d'un détachement de la National Support Élément fourni par les FANCI (Forces armées nationales de Côte d'Ivoire) au profit de la base logistique de la société allemande

» Sahelian Aviation Services ». Certains autres commentateurs, faisant état de sources proches de l'Etat-major ivoirien, évoquent l'appartenance des soldats arrêtés au 8ème détachement d'un contingent de la Mission Multidimensionnelle des Nations Unies pour la Stabilisation au Mali (MINUSMA).

Ils ont même été libérés, soutenaient les plus hardis, brandissant à l'appui de « leur vérité » une Note du ministère ivoirien de la Défense portant Liste nominative de la « **8ème section NSE conduite par le lieutenant KOUASSI Adam Sani des Forces Spéciales effectuera la relève du 7ème détachement le 10 juillet à Bamako (Mali)** ».

Aussi bien les autorités ivoiriennes que la MINUSMA gardaient, à notre connaissance, un silence prudent sur l'affaire. Sans doute que des clarifications, mises au point et d'autres types de discussion avaient lieu au sommet. Personne ne peut en effet raisonnablement imaginer le président Alassane Dramane Ouattara détournant le regard d'une grenade dégoupillée ou d'une bombe prête à exploser. Car de toute évidence, le mur de méfiance, voire de défiance entre ADO et les maliens y compris les plus hautes autorités de la Transition n'autorise nullement une gestion laxiste de ce dossier. Tout comme le président ivoirien, il n'y a aucun doute que le Secrétaire Général de l'ONU, himself, suit attentivement l'évolution du dossier qui implique ses troupes au Mali. Sans compter que son représentant en Afrique de l'Ouest n'est autre que Mahamat Saleh Annadif, l'ex-patron de la MINUSMA.

Le Mali, au cours du Journal Télévisé de 20 heures, hier, à travers la lecture solennelle d'un communiqué par le ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, Porte-parole du gouvernement a livré son ana-



lyse de la situation et fait part des décisions prises par les autorités.

Pour le Gouvernement malien, les 49 militaires ivoiriens arrêtés à Bamako avec armements de guerre et de munitions sont des « mercenaires » qui seront traités comme tels. Pour les autorités maliennes, outre les armements, le contingent n'avait ni ordre de mission ni autorisation et la profession réelle des militaires était pour la plupart dissimulée. Pire, ces soldats, à leur interrogatoire auraient livré quatre (4) versions différentes sur leur présence au Mali.

Face à cette situation, « **des responsables des Forces de Défense et de Sécurité maliennes ont contacté immédiatement leurs homologues ivoiriens. Ces derniers ont affirmé qu'ils ignoraient tout de la présence des militaires ivoiriens interpellés au Mali** ».

S'y ajoutent pour le Mali de nombreuses autres infractions pénales, douanières, aériennes et des manquements aux règles et usages diplomatiques.

Au regard de tant de griefs, le Gouvernement a décidé de « **mettre fin, avec effet immédiat, à l'activité de protection de la Compagnie aérienne « Sahelian Aviation Services » par des forces étrangères et exiger leur départ immédiat du territoire malien et a invité la Compagnie aérienne « Sahelian Aviation Services » à confier dorénavant sa sécurité aux forces de défense et de sécurité maliennes** ».

Bien évidemment les 49 soldats ont été mis à la disposition des autorités judiciaires compétentes.

Et pour parer à tout éventuel crise diplomatique entre les deux pays, « **Le Gouvernement de la Transition, soucieux de la préservation des relations séculaires entre le Peuple malien et le Peuple ivoirien, est solidaire des autorités ivoiriennes certainement troublées par la présence illégale des quarante-neuf (49) militaires ivoiriens au Mali, « à l'insu et sans l'autorisation valable » des autorités ivoiriennes**».

Dont acte !

En encadré le communiqué n°034 du Gouvernement de la Transition du 11 juillet 2022.

■ Moctar SOW





## COMMUNIQUE N°034 DU GOUVERNEMENT DE LA TRANSITION

Le Gouvernement de la Transition informe l'opinion nationale et internationale que le dimanche 10 juillet 2022, entre 11 heures et 13 heures, deux aéronefs immatriculés ZS-BBI et UR-CTH, en provenance de la République de Côte d'Ivoire, transportant quarante-neuf (49) militaires ivoiriens avec leurs armements et munitions de guerre, ainsi que d'autres équipements militaires, ont atterri à l'Aéroport International Président Modibo KEITA Sénou.

Grâce au professionnalisme des Forces de Défense et de Sécurité maliennes, il a été établi que les quarante-neuf (49) militaires ivoiriens se trouvaient illégalement sur le territoire national du Mali. Par conséquent, ils ont été immédiatement interpellés et leurs armements, munitions et équipements ont été saisis.

Des premiers constats effectués, il ressort que :

1. Ces militaires dont une trentaine des forces spéciales, étaient en possession d'armes et de munitions de guerre, sans ordre de mission ni autorisation ;
2. La profession réelle des militaires était pour la plupart dissimulée. Sur la majorité des passeports des militaires interpellés, les professions inscrites étaient les suivantes : étudiants, chauffeurs, maçons, mécaniciens, vendeuses, électriciens, vigiles, peintres, etc. ;
3. Quatre (4) versions différentes ont été avancées par les militaires interpellés pour justifier leur présence sur le territoire malien, à savoir : la mission confidentielle, la rotation dans le cadre de la Mission multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation au Mali (MINUSMA), la sécurisation de la base logistique de la compagnie aérienne « Sahelian Aviation Services » et la protection du contingent allemand.

Pour en savoir davantage, des responsables des Forces de Défense et de Sécurité maliennes ont contacté immédiatement leurs homologues ivoiriens. Ces derniers ont affirmé qu'ils ignoraient tout de la présence des militaires ivoiriens interpellés au Mali.



<https://m.facebook.com/matdmali/posts>

1

Le Gouvernement de la Transition rappelle que dans un cas comme dans l'autre des versions avancées par les militaires étrangers interpellés, le déploiement de personnel militaire ainsi que de leurs armements est rigoureusement encadré par des procédures qui n'ont pas été respectées. En outre, interrogée par les autorités maliennes, la MINUSMA a indiqué qu'elle n'avait pas de rotation prévue, le 10 Juillet 2022.

Le Gouvernement de la Transition, après une analyse des faits et sans préjuger de la suite qui sera réservée à cette affaire par les autorités judiciaires, a relevé les manquements et infractions suivants :

1. La non-information du Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, par les canaux officiels, au sujet d'un déploiement de militaires ivoiriens ;
2. La violation flagrante des dispositions de l'article 38 du Code pénal malien incriminant les atteintes à la sûreté extérieure de l'Etat dont l'atteinte à l'intégrité du territoire ;
3. La violation de la législation relative à l'aviation civile qui dispose que :
  - 3.1. Tous les vols ont l'obligation de produire le manifeste passagers et le manifeste cargo avant le décollage ;
  - 3.2. Le manifeste doit faire ressortir l'identification de l'ensemble des passagers de chaque vol ;
4. La violation des dispositions concernant la conduite en douane d'une part et d'autre part de celles régissant le régime d'importation temporaire prévue par les dispositions des articles 112, 113, 269, 270 et 273 de la Loi 2022-013 du 23 juin 2022 portant Code des Douanes de la République du Mali.

Au regard de ces manquements et infractions commis dans le cadre du déploiement de ces quarante-neuf (49) militaires ivoiriens, le Gouvernement de la Transition les considère comme des mercenaires, tels que définis par la Convention de l'OUA sur l'élimination du mercenariat en Afrique.

Le dessein funeste des personnes interpellées était manifestement de briser la dynamique de la Refondation et de la sécurisation du Mali, ainsi que du retour à l'ordre constitutionnel.

En réponse à cet incident, le Gouvernement de la Transition a décidé de :

1. Mettre fin, avec effet immédiat, à l'activité de protection de la Compagnie aérienne « Sahelian Aviation Services » par des forces étrangères et exiger leur départ immédiat du territoire malien ;



<https://m.facebook.com/matdmali/posts>

2

2. Inviter la Compagnie aérienne « Sahelian Aviation Services » à confier dorénavant sa sécurité aux forces de défense et de sécurité maliennes ;
3. Transmettre ce dossier aux autorités judiciaires compétentes ;
4. Mettre à la disposition des autorités judiciaires compétentes les quarante-neuf (49) militaires ivoiriens interpellés.

Le Gouvernement de la Transition félicite les vaillantes Forces de Défense et de Sécurité du Mali pour leur vigilance.

Compte tenu des menaces et des risques, le Gouvernement de la Transition sait compter sur la collaboration de la Population et l'exhorte à signaler aux Forces de Défense et de Sécurité tout fait suspect digne d'intérêt.

Le Gouvernement de la Transition, soucieux de la préservation des relations séculaires entre le Peuple malien et le Peuple ivoirien, est solidaire des autorités ivoiriennes certainement troublées par la présence illégale des quarante-neuf (49) militaires ivoiriens au Mali, « à l'insu et sans l'autorisation valable » des autorités ivoiriennes.

Le Gouvernement de la Transition voudrait également compter sur la coopération avec la République sœur de Côte d'Ivoire, afin que toute la lumière soit faite sur cette affaire.

Que Dieu bénisse le Mali !

Bamako, le 11 juillet 2022

**Le Ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation,  
Porte-parole du Gouvernement,**



**Colonel Abdoulaye MAIGA**

Chevalier de l'Ordre National



<https://m.facebook.com/matdmali/posts>

3

## ■ Daouda Bakary Kone

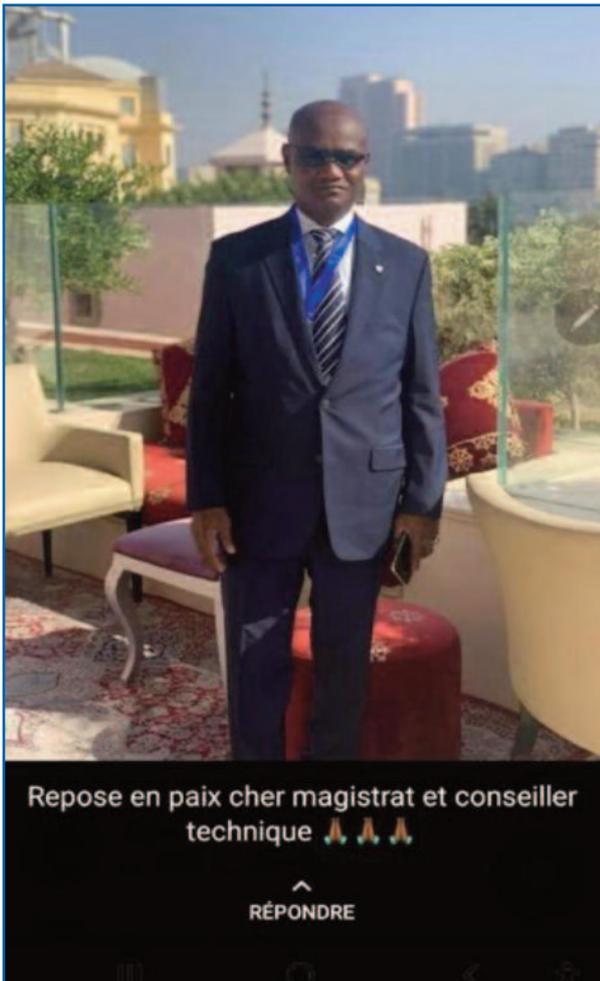


(CROISSANCE AFRIQUE)-Kinshasa, République démocratique du Congo – L'investissement de la mine d'or de Kibali en République démocratique du Congo dépasse désormais les 4 milliards de dollars et a créé une économie régionale florissante dans une partie reculée du pays en s'associant et en encadrant des entrepreneurs locaux, en édifiant les communautés d'accueil et en modernisant infrastructures essentielles.

## ■ réseau des juristes du Mali, Rejuma. juristes et étudiants en droit



La magistrature malienne en deuil par la perte cruelle de Boubacar Touré, magistrat émérite, coordonnateur du PNI et conseiller technique au ministère de la justice, nous prions pour le repos éternel de son âme tout en présentant nos condoléances les plus attristées à sa famille biologique et à toute la famille judiciaire du Mali. Amen.



## ■ Jeune Afrique



L'ancien président, condamné à la prison à vie dans le dossier #Sankara, est rentré à #Ouagadougou pour participer à une rencontre des anciens chefs de l'État burkinabè initiée par le lieutenant-colonel #Damiba. Un séjour qui a fait polémique et dont JA vous révèle les détails.



## ■ Mali Actu



La pénurie de lait infantile aux États-Unis voit le bout du tunnel. L'entreprise Abbott, productrice d'une grande partie du lait en poudre dans le pays, a relancé sa principale usine dans le Michigan.



## ■ Actu Burkina



A l'occasion du Sankoré VII et de la célébration du nouvel an 6259, la structure deux heures pour nous, deux heures pour Kamita a tenu une conférence de presse le 11 juillet 2022 au Mémorial Thomas Sankara à Ouagadougou pour annoncer la couleur de cette célébration. 7e édition du genre, le Sankoré VII sera célébré cette année sous le thème « L'État-nation dans l'Afrique traditionnelle : quelles leçons pour les micros États actuels »



## NIANG TV



Observez d'abord la date et la signature. Il ne s'agit pas d'un ordre de mise en liberté.



## Wakat Séra



L'international burkinabè Dango Ouattara, 20 ans, fait partie des cinq jeunes talents retenus pour le titre de meilleur jeune joueur africain de l'année décerné par la Confédération africaine de football (CAF). C'est un classement qui témoigne de la bonne forme du prodige ailier du FC Lorient, auteur de trois buts et d'une passe décisive lors des deux premières sorties des Etalons du Burkina Faso dans le cadre des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) Côte d'Ivoire 2023.



## Wassa TV



#MaliRap : Derrière chaque grand homme se cache une femme. La femme doit être là pour épauler son homme et le propulser au sommet pour qu'il soit GRAND, Oui Mme Tal B Esha Diabaté a assuré l'animation du #Concert de #Malakey Massake Daba avec toutes ses énergies hier soir sur la place du #Cinquantenaire dans une ambiance quasiment électrique avec les #fans ou Nakarabaw. DM de kama m'be kafa ka yada #Djagueleya\_Music  
 #WASSA\_TV : l'essentiel de l'actualité Contactez-nous au 70 00 25 35



## Ministère De L'Emploi Et De La Formation Professionnelle Du Mali



PRESENTATION DE VŒUX DE TABASKI AU MINISTRE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Ce lundi 11 juillet 2022, la salle de réunion du département a regroupé l'ensemble du personnel d'appui et des cadres du Cabinet et des services rattachés pour la traditionnelle présentation de Sambé - Sambé au Ministre.

Tour à tour, le représentant du personnel d'appui et celui des cadres ont présenté leur sambé sambé au Ministre Bakary DOUMBIA, tout en souhaitant à lui et à sa famille, plein de santé et de bonheur. Ils

ont également formulé des vœux de développement et de paix durable pour le Mali.

En retour, le Ministre a remercié le personnel pour leur disponibilité avant de rappeler que le département au service des citoyens et que les actions menées sont pour la patrie. Le Chef du département a exhorté le personnel et l'ensemble des cadres des services au département à plus de courage et de don de soi pour offrir des opportunités d'emploi aux maliens et aux maliennes.

CCOM - MENEFP



## ■ Dah Ousmane



Dah Ousmane est avec Abass Doumbia.  
"ELLE N'A PAS VU VENIR LE MISSILE

La mercenaire tireuse d'élite brésilienne 🇧🇷 de 39 ans Talita Du Valle à été éliminée à Kharkiv. Mannequin, puis avocate, elle est allée combattre en Ukraine il y a 3 semaines. Elle a trouvé la mort dans une attaque au missile sur leur base avec le Brésilien Douglas Burigo (40ans)



## ■ Le Monde Afrique



Humoristes africains (1/7). Le Nigérien aux multiples casquettes soutient les jeunes talents du continent à travers une émission télévisée, un festival à Abidjan et, bientôt, une école d'humour à Niamey.



## ■ EcoMatin



Le secteur secondaire a contribué à lui tout seul à hauteur de + 51,5%, selon le rapport sur la « situation économique et financière des entreprises en 2021 », rendu public par l'Institut national de la statistique (#Ins).



## ■ Air & Cosmos



L'Inde a testé pour la première fois la version réduite du futur drone armé Ghatak, nommée SWIFT, depuis une base aérienne située dans le sud du pays. L'appareil a volé avec succès durant plusieurs minutes.





**Samba Gassama General** · 2 s  
 concernant ce contingent ivoirien arrivé par avion hier. @UN\_MINUSMA nie qu'ils soient venus à leur compte. Pourquoi n'avaient ils aucun document qui attestent de leur mission au Mali. Pourquoi les autorités maliennes n'ont t'elles pas été informées ? Ils ne nous respectent pas.



## Fahad Ag Almahmoud



Une bonne Gouvernance Politique et Économique, c'est que le très jeune Docteur Bah demandait. Qu'Allah l'accueille dans Son Paradis El Ferdous et exauce ses vœux pour nous.



**Olivier Salgado** @olivier\_salgado

Les soldats interpellés hier dimanche à l'aéroport de #Bamako ne font pas partie de l'un des contingents de la #MINUSMA. Ces soldats sont déployés depuis plusieurs années au #Mali dans le cadre d'un appui logistique pour le compte de l'un de nos contingents. 1/6

2:16 PM · 11 juil. 2022 · Twitter Web App



**Olivier Salgado** @olivier\_salgado · 4 min

En réponse à @olivier\_salgado

D'après nos informations, leur relève du 10 juillet aurait été préalablement communiquée aux autorités nationales. 2/6



**Olivier Salgado** @olivier\_salgado · 4 min

Les Éléments Nationaux de Soutien (NSE) sont des effectifs nationaux déployés par les Pays Contributeurs de Troupes, en soutien à leurs contingents. 3/6



**Olivier Salgado** @olivier\_salgado · 4 min

Il s'agit d'une pratique communément appliquée dans les Missions de maintien de la paix. Ils ne sont pas comptabilisés dans les effectifs de la MINUSMA. 4/6



**Olivier Salgado** @olivier\_salgado · 4 min

Les relèves des contingents de la MINUSMA sont planifiées et s'effectuent en accord avec les autorités maliennes. 5/6



**Olivier Salgado** @olivier\_salgado · 4 min

Nous œuvrons à ce que les relèves de contingents originaires d'Afrique de l'Ouest, qui accusent un retard du fait de l'absence des autorisations requises, puissent intervenir au plus tôt. 6/6



## Serge Daniel



#Mali-ONU/Mort d'un casque bleu de l'ONU/ Un casque bleu de nationalité sénégalaise est décédé ce 11/07/2022 dans un accident de la circulation dans le centre du Mali . Dix autres sont blessés précise la minusma .

## Dr Djamilia Ferdjani



Ne laissez aucun mal dicter votre journée, aucune personne gâcher vos moments et aucun traumatisme passé dicter votre avenir. Lorsque vous êtes conscient de vos capacités et de votre chemin de vie, vous trouverez les forces nécessaires pour prendre les décisions justes et utiles.

## Wassim Nasr



#BurkinaFaso prises de guerre du #JNIM #AQMI. Spécial dédicace pour ceux qui demandent toujours et encore qui financent et arment les groupes jihadistes.



Préparez à **SUP MTI BENI MELLAL** votre carrière  
 d'**INGÉNIEURIE** et de **MANAGER**

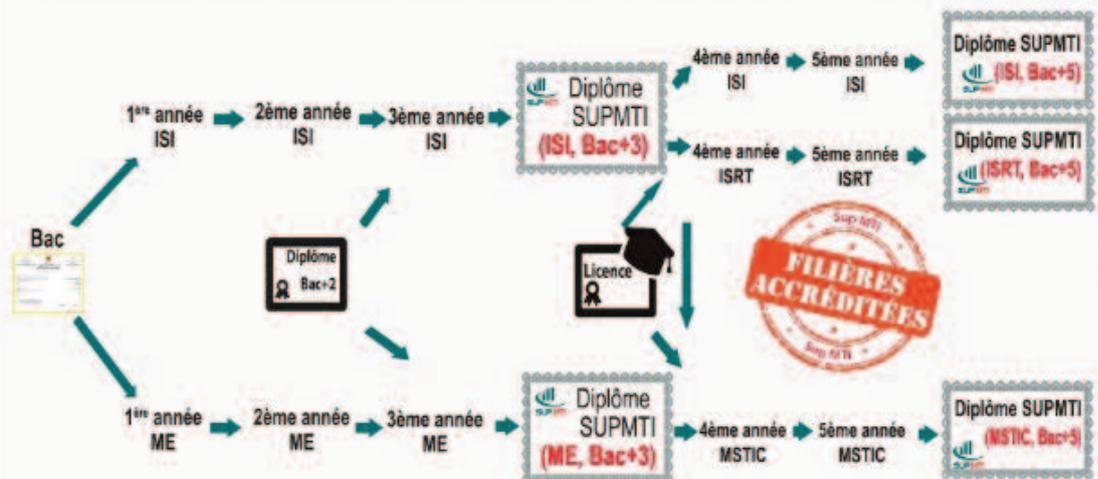
**ÉCOLE DE MANAGEMENT**

- Management des Entreprises (**ME Bac+3**)
- Management des Systèmes et Technologies de l'Information et de Communication (**MSTIC Bac+5**)

**ÉCOLE D'INGÉNIEURIE INFORMATIQUE, RÉSEAUX ET TÉLÉCOMS**

- Ingénierie des Systèmes Informatiques (**ISI Bac+3**)
- Ingénierie des Systèmes Réseaux et Télécoms (**ISRT Bac+5**)
- Ingénierie des Systèmes d'Information (**ISI Bac+5**)

L'EXCELLENCE  
 PAR LA FORCE  
 DU GROUPE  
 DES ÉCOLES  
**SUP MTI**



**Diplômes Bac+3 et Bac+5**

Partenaires :



UNIVERSITÉ DE LORRAINE



Certificats Internationaux :



Microsoft



ORACLE

Nationalités des étudiants de **SUP MTI Béni Mellal**



Maroc



Côte d'Ivoire



Sénégal



Congo Brazzaville



Togo



Gabon



Niger

**SUP MTI BENI MELLAL**

**Contacteur au Mali**

Boulevard Hassan II,  
 Quartier Al Adarissa  
 (au-dessus du café voltaire)  
 (+212) 612 993 056

(+212) 5 23 42 22 33/34  
 hamidaitsaid@supmti.ac.ma  
 @supmtibm  
 @SUPMTIBeniMellal

D&D Consulting  
 HAMDALLAYE ACI2000, RUE 330, PORTE 10  
 +223 698883 05/82017575  
 mdoumbia1@yahoo.fr

**Gao-Sévaré : Appels à la sécurisation de la route**



La route qui relie Gao à Sévaré a été bloquée près de deux mois sur le tronçon Hombori – Douentza, « du fait de l'action de groupes armés terroristes » qui ont aussi miné l'axe routier. Si l'armée a récemment commencé des escortes au profit des transporteurs, les populations de la Cité des Askia ne veulent plus se contenter de solutions ponctuelles. Elles appellent à une sécurisation pérenne de l'axe.

Lors du cri de cœur de la Coalition des organisations et associations de culture sédentaire, Songhoy Chawara Batoo, le 2 juin dernier, l'histoire de ce jeune homme a ému toute l'assistance. À l'annonce du décès de sa mère, il saute dans un bus pour assister aux funérailles, dans la région de Gao. Cependant sa surprise sera grande lorsque le bus sera bloqué et conduit par les groupes armés. « J'ai patienté sept jours dans la brousse, sans accès à Gao, avant de retourner à Bamako », a-t-il soupiré devant la salle.

Cela est le calvaire des populations de Gao depuis bientôt deux mois. Selon Almahady Moustapha Cissé, Président de Songhoy Chawara Batoo, « le problème se situe entre Douentza et Hombori, un tronçon de 147 kilomètres ».

À cause de sa dangerosité, les transports se passaient de l'axe Gao – Sévaré en faisant le détour par le Burkina et le Niger afin d'atteindre la Cité des Askia. Cependant, depuis l'embargo du 9 janvier dernier et la dégradation de la situation sécuritaire dans ces deux pays frontaliers, cela n'était plus évident. « Avant, les transports en commun faisaient le détour par Ouagadougou, Dori (Burkina Faso) et Tera (Niger). Aujourd'hui, la zone est très risquée et échappe au contrôle des autorités burkinabè. Les gens préfèrent mourir sur l'axe Gao – Douentza plutôt que faire ce détour », explique Almahady Moustapha Cissé.

Depuis le 1er juillet, l'armée a « escorté une trentaine de camions de Douentza vers Gao ». Mais les Gaois réclament plus que des solutions ponctuelles. « Nous voulons que cette route soit sécurisée pour de bon. Il s'agit d'un axe vital. Le Sud est lié au Nord par ce tronçon. Si on ne parvient pas à le sécuriser, c'est une partition de fait du pays », déclare le Président de Songhoy Chawara Batoo.

Le collectif, composé de plus 10 associations et organisations au Mali et dans la diaspora, déclare suivre l'évolution de la situation et continuera après la fête de Tabaski « d'attirer l'attention sur le sort de ceux qui sont coupés du monde ».

Boubacar Diallo / Source : Journal du Mali

**Gao : Barkhane précise que ceux présentés comme » ses anciens collaborateurs, qui réclament leurs droits » appartenaient à la société d'intérim RMO**



Dans une brève publiée dans notre parution n°5501 du mercredi 6 juillet dernier, nous écrivions, sur la base des informations données par le Studio Tamani : » Gao : des anciens collaborateurs de la force Barkhane réclament leurs droits « . A la suite de cette publication, reprise sur notre site et page facebook, nous avons reçu certaines » précisions « du service de communication de Barkhane.

D'après ces éléments fournis par le Commandant Patrick, » ce personnel appartenait à la société d'intérim RMO. Son contrat arrivant à terme, ce personnel ne pouvait plus travailler sur la base de Gao. S'il y a un litige de fin de contrat, seule la société RMO pourra y apporter des explications. Barkhane a scrupuleusement respecté les clauses du contrat avec ladite société « . Par ailleurs, s'agissant de la photo choisie pour l'illustration, jugée par le service de communication de Barkhane comme » particulièrement inadaptée et délivrant un message inapproprié « , nous tenons à préciser qu'aucune photo n'a été utilisée pour illustrer ledit article dans la version papier du journal. C'est sur le site qu'une image des forces spéciales a été utilisée. Nous présentons nos excuses à nos fidèles lecteurs pour ces erreurs indépendantes de notre volonté.

La rédaction / Source : l'Indépendant

Abonnez vous à votre journal numérique

**Malikilé**

pour recevoir les dernières informations

Whatsapp: 70 442223 / Email: ampikile@gmail.com  
Site: www.malikile.com

## Tabaski 2022 : La fête malgré les difficultés financières



La communauté musulmane du Mali a célébré ce samedi 9 juillet, la fête de Tabaski. Une célébration faite sur fond de difficultés financières, regrettent certains Maliens. Alors que d'autres se réjouissent d'avoir fêté avec les moyens de bord.

La Tabaski 2022 s'est déroulée dans un contexte économique difficile au Mali. Le pays sort d'un embargo imposé par la CEDEAO et l'UEMOA qui a duré six mois. Pour de nombreux Maliens, la conjoncture économique difficile a entaché la célébration de cette fête. « On a fêté passablement, parce qu'il y a la galère », affirme un chef de famille. Alors qu'une mère au foyer se contente d'« avoir pu célébré la Tabaski en bonne santé ». Contrairement aux années précédentes, les prix des moutons ont fortement augmenté cette année à Bamako. Et à la veille de la fête, ceux-ci étaient introuvables. Beaucoup de chefs de familles, notamment ceux ayant attendu la dernière minute, n'ont pu avoir un mouton de fête. Certains ont dû acheter des chèvres ou des boucs. Malgré cette conjoncture économique difficile, d'autres fidèles ont pu bien fêter. « Cette année la fête s'est bien passée pour moi, car je n'ai pas connu les mêmes difficultés que je rencontrais les années passées », nous confie un chef de famille. « « Dieu merci, j'ai pu subvenir à mes besoins. J'ai acheté un mouton et assuré les dépenses de ma famille », se réjouit un autre. Alors que pour ce père de famille la fête s'est passée dans la simplicité. « Nous l'avons célébré avec le peu que nous disposons », dit-il.

Pénurie de mouton, un désespoir

Pourtant, les bœufs n'étaient pas à la portée de nombreux chefs de famille. Ils dénoncent cette cherté qui continue même au troisième jour de la fête. C'est le cas de Mahamadou Kané, chef de famille. Nous l'avons croisé au marché à bétail de Lafiabougou. Il cherchait désespérément un animal qui convient à sa bourse. « On avait déjà de la viande dans le réfrigérateur. On pensait qu'après la fête les prix des mouton allaient être moins chers », explique Mahamadou Kané. Il dit être « surpris » de constater qu'il avait « peu » de mouton et le « coût était plus élevé ». Notons que les points de vente de bétails improvisés sont vides et dans les lieux habituels les moutons se comptent du bout des doigts. A la veille de la Tabaski, le président de la transition s'est adressé à la nation vendredi soir à la télévision nationale. Selon le Colonel Assimi Goïta, « l'heure est l'union sacrée autour du Mali ». Il a rassuré que le gouvernement emploiera tous les moyens pour un retour à la normale. Il est au micro de nos confrères de l'ORTM

Source : Studio Tamani

## Mali : Quid des rotations des contingents ouest-africains de la MINUSMA ?



La Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (Minusma) a longtemps pâti de la fermeture des frontières aériennes et terrestres décidée par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao). La levée des sanctions économiques et financières contre le Mali est une bonne nouvelle pour ce peuple et ses dirigeants. Elle ne l'est pas moins pour la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (Minusma) qui intervient dans ce pays en proie à une crise sécuritaire.

Car la mission de maintien de la paix onusienne est une victime collatérale de l'isolement qui était censé contraindre les autorités de transition maliennes à rendre le pouvoir aux civils dans un délai raisonnable. Depuis février 2022, 2480 Casques bleus de sept pays membres de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) sont bloqués au Mali. Pour le Sénégal par exemple, le 11e détachement de la Minusma composé de 850 éléments n'a toujours pas foulé le sol malien alors que le précédent détachement dirigé par le Colonel Théodore Adrien Sarr a bouclé sa mission de quinze mois. Contacté à l'époque par APA, Olivier Salgado, le porte-parole de la Minusma, avait expliqué que « tous les vols utilisés pour la relève des troupes à destination ou en provenance du Mali sont soumis aux autorisations de survol et d'atterrissage du gouvernement malien ». Le retard significatif qui en découle, a-t-il affirmé, « affecte le moral des troupes ». La Minusma nourrissait l'espoir de voir la situation se décanter dans les meilleurs délais, mais les choses n'ont pas évolué dans le sens voulu. Maintenant que le Mali n'est plus frappé d'aucune sanction de la Cédéao, M. Salgado a confié à APA que des actions sont menées « pour régler le plus rapidement possible le problème dans le respect des accords avec le pays ». Le mandat de la Minusma a été renouvelé le 29 juin dernier par le Conseil de sécurité des Nations Unies pour une année supplémentaire. Treize pays ont voté pour alors que la Russie et la Chine se sont abstenus. Lors de la session, le Royaume-Uni et les États-Unis se sont exprimés en faveur d'un renforcement des prérogatives de la Minusma en termes de droits de l'Homme.

Bamako s'y est opposé en déclarant, par l'intermédiaire de son représentant Issa Konfourou, qu'il ne pourrait pas garantir la liberté de mouvement aux enquêteurs de la Minusma sans son accord préalable. Les autorités de transition ont également dit non à l'intervention française pour appuyer les Casques bleus.

Source : APA

## Deuil : Les adieux de la Minusma à trois de ses casques bleus tombés pour la paix

Le 7 juillet 2022, sur la place d'armes du quartier général de la MINUSMA à Bamako, une cérémonie d'adieu s'est tenue en l'honneur de trois Casques bleus, tombés au champ d'honneur.

Le sergent Ahmed Hamza Ali ELSAYED et le soldat Sayed Shawky Mohamed SAYED, originaires d'Égypte, ont perdu la vie des suites de l'explosion d'une bombe artisanale au passage du convoi militaire de Tessalit à GAO dont ils faisaient partie. Le soldat Motangar Bonheur RASSEMNGAR du Tchad a quant à lui été retrouvé inconscient à l'avant-poste de Tibesti, dans les environs d'Aguelhok, le 2 juillet 2022. En présence du Commandant la force de la MINUSMA et de nombreux invités du corps diplomatique, dont le représentant du ministre de la Défense et des Anciens Combattants du Mali, les représentants des Ambassades d'Égypte et du Tchad au Mali, ainsi que les membres de la direction civile et en uniforme de la MINUSMA, le Chef de la MINUSMA, El-Ghassim WANE a présenté ses condoléances aux Gouvernements, familles et amis des défunts, avant de déposer des gerbes de fleurs sur



leurs cercueils. « Alors que nous sommes réunis ici aujourd'hui, prenons un bon moment pour nous rappeler de chacun de nos casques bleus qui ont perdu la vie au champ d'honneur, à l'image des soldats de la paix, accomplissent leur tâche avec courage et détermination. La route vers la paix demeure semée d'embûches, mais rien n'entamera notre détermination. Que le sacrifice de ces Casques bleus nous inspire et nous amène à nous mobiliser encore d'avantage, pour la cause de la paix, de la sécurité, et des droits de l'homme au Mali, » a conclu El-Ghassim WANE, Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU au Mali et Chef de la MINUSMA.

Source : MINUSMA

## 1ère région militaire : Des sous-officiers et militaires du rang prêt à servir en matière de renseignement

Dans le cadre du renforcement des capacités opérationnelles des FAMa, 7 sous-officiers et 9 militaires du rang des Secteurs 1 et 2 du Théâtre Est de l'opération Maliko ont bouclé leur formation sur le renseignement et la gestion de l'information. La cérémonie de remise des attestations s'est déroulée, le vendredi 8 juillet 2022 au camp Firhoun Ag Alinçar de Gao, sous la présidence du Chef d'Etat-major de la 1ère Région Militaire, le Lieutenant-colonel Ibrahim Samassa. Cette formation a été initiée par le Commandant de la 1ère Région Militaire en collaboration avec le contingent espagnol de l'EUTM. Pendant 5 jours, les stagiaires ont acquis des connaissances de base leur permettant d'exercer le service de renseignement sur le terrain. Il a porté notamment sur les techniques de recueil de renseignement, l'exploitation de renseignement et la gestion de l'information. Le chef du renseignement du niveau Stratégie de la Sous chefferie de l'EUTM, le Commandant Lafuente a salué le commandement de la 1ère Région Militaire pour leur flexibilité, leur pragmatisme dans la coordination des activités et leur soutien constant pour la bonne réussite de cette formation. Il a félicité et remercié les stagiaires qui ont su vaillamment relever les défis.



Le Lieutenant-colonel Samassa a, pour sa part, félicité les stagiaires pour le résultat obtenu. Il leur a exhorté à travailler pour entretenir les précieuses connaissances qu'ils viennent d'acquérir pour le succès des FAMa dans la lutte contre le terrorisme. Selon lui, toute opération militaire est basée sur le renseignement. Le Chef d'Etat-major de la RM-1 n'a pas manqué de remercier les instructeurs de l'EUTM pour la qualité de la formation dispensée et les efforts consentis pour mener à bien la mission assignée.

Source : Forces Armées Maliennes

www.malikile.com

**COMMUNIQUÉ DU MINISTÈRE DES  
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET DE LA  
COMMUNAUTÉ NATIONALE À L'ÉTRANGER**

**D**es camionneurs algériens ont fait l'objet d'une attaque commise par un groupe armé composé de quatre individus circulant à motos. L'attaque a eu lieu aux abords de la ville de Gao au Mali à deux heures du matin dans la nuit du 8 juillet dans un campement utilisé par les camionneurs pour se reposer. Les assaillants avaient réclamé de l'argent. N'ayant pas obtenu gain de cause, ils ont recouru à l'utilisation de leurs armes à feu, des klachni-

kovs selon les camionneurs. Trois ressortissants algériens camionneurs ont été blessés, dont un grièvement. Ils ont été évacués sur l'hôpital de Gao où ils ont été pris en charge. Un est déjà sorti de l'hôpital alors que les deux autres sont maintenus à l'hôpital sous contrôle médical. Selon les informations disponibles aucun pronostic vital n'est engagé. Cet acte criminel n'a pas été revendiqué et est attribué par des habitants de cette ville aux bandes criminelles qui activent dans cette région du Mali. Le convoi est composé de sept camions avec sept chauffeurs engagés par une société algérienne dans des activités de transport de marchandises entre les deux pays. L'Ambassade d'Algérie à Bamako suit de près la situation de ces ressortissants.

EL MOUDJAHID



**CENTRE D'APPELS INPS**

Appelez au : **20-70-51-70 // 20-70-51-71 // 20-70-51-72**

Une équipe professionnelle et dynamique à votre écoute

**Du lundi au Jeudi**

**7h30 à 16h00**

**Vendredi**

**7h30 à 17h30**

**NOTRE AMBITION : MIEUX VOUS SERVIR**

- UN ACCUEIL CHALEUREUX
- UNE ORIENTATION SURE
- DES INFORMATIONS FIABLES

Pour toutes informations et réclamations relatives à l'INPS

- Renseignement sur nos prestations
- Pièces à fournir et suivi des dossiers
- Date et Chronogramme de paiement



## Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

# BON A SAVOIR

### ■ C'EST QUOI L'ENRICHISSEMENT ILLICITE ?

L'enrichissement illicite est :

- l'augmentation substantielle du patrimoine d'un agent public sans rapport avec ses revenus légitimes, ou
- le train de vie que mène cet agent sans rapport avec ses revenus légitimes.

### ■ C'EST QUOI LA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens est la liste détaillée des revenus et des biens qui appartiennent à un agent public, transmise par cet agent aux autorités compétentes pour analyse et exploitation conformément à la loi.

### ■ QUI DOIT FAIRE LA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens concerne les personnalités suivantes : présidents d'institution, ministres et assimilés, présidents et membres des autorités administratives indépendantes, députés ou maires, autres ordonnateurs ou comptables publics, directeurs généraux, présidents d'établissement public, directeurs généraux, nationaux ou régionaux des services de l'Etat, magistrats, chefs d'état-major des armées, responsables de la passation de marchés publics, responsables des services financiers, d'assiette ou de recouvrement.

Les personnalités concernées sont environ 8 000.

### ■ OÙ FAIRE SA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens est faite auprès du président de la Cour suprême. En retour, cette autorité délivre un récépissé à l'auteur de la déclaration de biens.

### ■ QUELS SONT LES REVENUS ET BIENS À DÉCLARER ?

- les revenus : salaires, indemnités, primes, autres accessoires de salaires, héritages, libéralités légalement reçues ;
- les biens meubles : véhicules, meubles et bijoux de valeur, objets d'art, comptes bancaires, argent en espèces, actions, parts sociales,
- les biens immeubles : maisons d'habitation, immeubles commerciaux ou professionnels, champs, vergers, animaux, terrains nus.

Tous les revenus et biens doivent être déclarés, qu'ils soient situés au Mali ou à l'extérieur.

### ■ QUELLES SONT LES PIÈCES JUSTIFICATIVES DE LA DÉCLARATION DE BIENS ?

Les revenus et les biens déclarés doivent être soutenus par des pièces justificatives comme les titres fonciers, les lettres d'attribution, les concessions rurales, les concessions urbaines, les relevés de comptes bancaires, etc.

### ■ QUAND FAIRE SA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens doit être faite par l'agent public concerné :

- au début de la fonction ou du mandat qui crée l'obligation de déclaration de biens ;
- chaque année, au plus tard le 31 décembre ;
- à la fin de la fonction ou du mandat.

Le formulaire de déclaration de biens est téléchargeable en cliquant

[www.oclei.ml](http://www.oclei.ml)

<https://www.facebook.com/Office-Central-de-Lutte-Contre-l-Enrichissement-Illicite>

## Sénégal : Des législatives décisives

Le Sénégal à l'image d'une bonne partie de la Ummah Islamique a célébré avant-hier dimanche la fête de l'Aïd el Kebir. Mais les Sénégalais n'étaient pas tout à fait à la fête, puisque, démarrait la campagne électorale pour les législatives du 31 Juillet 2022. Ce dimanche, jour du Seigneur, les Sénégalais ont prié avec la plus grande ferveur dans les mosquées et les églises, pour une campagne électorale apaisée et le respect des valeurs. De Dakar à Fongolémbi, en passant par Ziguinchor et Kolda, jusqu'au Baol. Et c'est un doux euphémisme que de dire que celles-ci, attendues, et redoutées, seront décisives dans l'orientation démocratique du pays de Senghor. D'ailleurs sitôt après la prière et la messe, l'actualité politique prit le dessus avec les commentaires des sermons des Imams, les déclarations des leaders etc. Le curseur bien calé sur des appels presque incantatoires à la nécessaire préservation de la paix civile dans ce contexte de crise économique et sécuritaire.



**L**e président Macky Sall, président de l'Union Africaine a lancé un appel pressant à l'Ukraine, aux puissances Occidentales et Américaine, en faveur de la paix, pour épargner l'humanité des conséquences graves que pourrait générer une poursuite des conflits. Il n'a pas cependant manqué de souligner dans son propos, que « le pays doit vivre dans la concorde et la diversité ». Faisant allusion aux propos prêtés à son principal opposant et rival, Ousmane Sonko.

Le Chef de l'état, s'il brille sur la scène internationale, avec son mandat à la tête de l'Union Africaine, n'en est pas moins affaibli à l'interne, où la classe politique et une bonne partie de l'intelligentsia dénoncent le piétinement des libertés individuelles et collectives, l'instrumentalisation de la justice et les choix économiques erratiques.

Pire. L'opposition reste convaincue que le président Maky Sall est dans une logique de pré-

tendre à la candidature pour un troisième mandat en 2024 ! Alors que la constitution dispose que « Nul ne peut exercer plus de deux mandats consécutifs ».

En tout cas, celui-ci, doit éviter une victoire de l'opposition à ces législatives, à tout le moins pour ne pas se retrouver dans la contrainte de gouverner avec celle-ci, dans le cadre d'une



première cohabitation de l'histoire du pays, avec un premier ministre d'un autre bord politique. Il s'y ajoute qu'un revers à ces législatives sonnerait comme un rejet du régime, de sa politique, et in fine de son chef.

Si ce revers advenait, l'idée d'une troisième candidature serait tuée dans l'œuf. Il le sait si bien le président Maky Sall qui fait tout pour remporter ces joutes. Tant et si bien qu'on le croirait en campagne présidentielle de 2024. Rien de moins !

Après avoir avalé bien de coulevres, rejet de sa liste nationale de titulaires, tous têtes de gondoles de la coalition, interdiction de manifestation, arrêt et emprisonnement de ses membres dont des députés, la principale force de l'opposition l'inter-coalition Yéewi Askanwi, dont on a craint, un moment qu'elle ne boycott ou/et ne menace la tenue des élections a appelé plutôt au respect du calendrier républicain.

Cependant son leader le plus populaire, Ousmane Sonko patron de PASTEF les Patriotes, et nouveau maire de Ziguinchor, depuis la capitale de la Casamance a tenu des propos qui ont soulevé une levée de boucliers et l'indignation des tenants du pouvoir, lorsqu'il dit que le président n'aime pas la Casamance et stigmatise ses populations. Avant de s'afficher



avec le président de la Guinée Bissau, président de la CEDEAO, son Excellence Emballo lors d'une audience qui a fait couler beaucoup d'encre et alimenté une profusion d'interprétations.

Mme Aminata Touré, ancienne Première Ministre et tête de liste de la coalition présidentielle, Benno Bokk Yakaar BBY n'a pas attendu, pour défendre son leader et reprocher au leader de Pastef sa démarche irresponsable et

fractionniste.

La campagne électorale pour les élections législatives du 31 Juillet 2022 est donc lancée ce dimanche 10 Juillet 2022, jour de l'Aïd, dans un contexte de crise économique profonde, la flambée des prix, le chômage, et de lourds contentieux politiques et électoraux. Et en toile de fonds l'insécurité dans la sous-région.

Samba Moussa LY



## Mali : Stop aux fausses informations et propagandes

**D**epuis ce début d'année, nous lisons beaucoup d'articles de presse en ligne édités par de prétendus chercheurs ou observateurs militaires. Le visage de l'information a bien changé. Entre fausses informations et rumeurs, les sujets d'actualité véritables sont noyés et trop souvent traités avec un manque d'impartialité. Il est donc légitime de se demander si nous ne sommes pas manipulés.

En février dernier, la France annonçait le retrait de l'opération BARKHANE du Mali soit- disant suite à l'instabilité causée par la nouvelle gouvernance en cours dans le pays. Parallèlement à ce revirement de situation une nouvelle coopération s'installe et s'intensifie. Elle passe par la livraison de matériels militaires lourds dont des hélicoptères et des stations radars : ce qu'il nous manquait. Bienvenue à la Russie.

Cette arrivée n'est pas neutre, loin de là. En 2018, la venue de la Russie en République de Centrafrique avait suivi une logique d'implantation à travers les réseaux sociaux et la presse d'opinion. Depuis moins d'un an nous l'observons aussi au Mali. Cependant, lorsque des pigistes de RCA s'intéressent et commentent notre actualité, sont-ils en train de nous influencer ? « L'observateur militaire et chercheur en études politiques » Grégoire Cyrille Dongobada en est un parfait exemple. Il a été publié à tour de bras dans les médias du SAHEL et du Golfe de Guinée depuis début 2022. Qui est-il et pourquoi est-il repris à des milliers de kilomètres de ses origines centrafricaines ?

Monsieur Dongobada fait étonnamment son apparition lors de la venue du groupe Wagner en RCA en 2018. Il y publie des articles ciblés

pro-russe et anti-français. Il écrit sur la RCA avant de consacrer du temps au Mali, dès septembre 2021, aux prémices du partenariat maliano-russe. Il écrivait alors « Mali : Les facteurs de stabilisation de la paix » publié dans Maliactu. Déjà le tableau y était tracé : « L'approche occidentale des opérations anti-terroristes n'est pas efficace [...] La présence russe au Mali va devenir un sérieux facteur de stabilisation ».

Pourquoi a-t-il diversifié et exporté ses compositions en parlant du Mali ? Un élément de réponse pourrait se trouver dans sa biographie. Il semble n'avoir aucune existence publique. Est-ce une vraie personne ? Un nombre certain d'indices permettent de dire le contraire. Mettant en avant son statut d'expert en géopolitique, G.C. Dongobada devrait être reconnue par ses pairs, arborer ses nombreux diplômes ou encore avoir une forte communauté. Malheureusement rien de cela. Il n'atteint pas 200 abonnés sur Twitter qu'il utilise pourtant quotidiennement. De plus, une seule image de lui existe jusqu'au début 2022, photo de profil grossière, possiblement issue d'une plateforme en ligne de faux visage. Depuis, ce seul cliché a été changé en quelque chose de plus élaboré, sans doute issue d'une application plus récente. En ce début d'année, Dongobada intervient vocalement sur la chaîne MFB news de Youtube. Ses interventions sont brouillonnes et sans rythme faisant penser à la lecture en première découverte d'un exposé. Enfin, il prétend vivre à Paris, un comble pour quelqu'un qui se veut un opposant vigoureux à la France.

Au vu des points précédents, il semblerait, sans pour autant l'affirmer, que G.C. Dongobada soit une marionnette créée de toutes pièces pour servir la cause et la propagande russe. Où peut-on consulter ses travaux universitaires et ses diplômes afin de ne pas tomber dans la paranoïa ?

Il existe au Sahel énormément de profils ambigus qui manipulent l'information. G.C. Dongobada est l'un d'entre eux. Démasquons-les tous et purgeons nos médias. Ce n'est qu'ainsi que nous changerons le visage de l'information et la vision du Mali dans le monde. Stop à la propagande, sauvons l'intégrité du journalisme.

Issa Khalou



## Mali : L'ONU dit avoir besoin du « soutien » et de la « coopération » des autorités



**L**a Mission de l'ONU au Mali (Minusma) a besoin du «soutien» et de la «coopération» des autorités militaires pour accomplir son mandat, a plaidé jeudi 7 juillet son chef El-Ghassim Wane quelques jours après son renouvellement. «Notre travail au Mali ne peut être mené à bien qu'avec le soutien et la coopération des autorités maliennes», a dit jeudi El-Ghassim Wane en conférence de presse à Bamako, appelant à un «dialogue constant» pour surmonter des «incompréhensions».

Le mandat de la Minusma, présente au Mali depuis 2013 avec environ 13.000 soldats, a été renouvelé pour un an le 29 juin, mais avec une «opposition ferme» du Mali à la liberté de mouvement des Casques bleus pour des investigations liées aux droits de l'homme.

Son ambassadeur à l'ONU Issa Konfourou avait notamment déclaré que Bamako «n'entend pas exécuter» les dispositions du mandat liées à la libre-circulation des Casques bleus pour des

investigations sans feu vert préalable. «Les mouvements de la Minusma ne (pourront) se faire qu'avec l'accord des autorités» maliennes, avait-il dit.

### MENER LES ENQUÊTES À DISTANCE

Cette entrave dans la liberté de mouvements date de janvier, disent des diplomates, période qui a coïncidé avec le déploiement au Mali de paramilitaires de la société privée russe Wagner. Jeudi, El-Ghassim Wane a reconnu que la Minusma n'avait «pas pu avoir accès» ces derniers mois à plusieurs localités du centre et du nord du Mali, théâtres d'exactions contre les civils. À Moura (Centre), où un massacre de plusieurs centaines de civils par des militaires maliens aidés de combattants étrangers se serait produit entre le 27 et le 31 mars selon des ONG, la Minusma n'a ainsi «pas eu les autorisations nécessaires», a-t-il dit.

Mais «nous avons pris les dispositions nécessaires pour pouvoir mener ces enquêtes à distance», a souligné El-Ghassim Wane en martelant que l'ONU allait «continuer à travailler aussi étroitement que possible avec les autorités maliennes». «J'ai bon espoir que nous parviendrons à trouver le modus vivendi qui nous permettra de mener à bien (la mise en œuvre du) mandat», a-t-il ajouté.

Ailleurs au Mali, El-Ghassim Wane a admis l'incapacité, pour des raisons sécuritaires, de la mission à se rendre sur des lieux où des exactions ont eu lieu pour y mener des investigations, comme dans la région de Ménaka (nord-est), dans la zone d'Anderamboukane où «des centaines de civils» ont été tués en mars et avril, selon un récent rapport onusien. «Il est tout simplement impossible pour nous d'y accéder», a-t-il dit en référence à ces exactions.

Source : lefigaro

# Mohamed Chérif Koné : Le magistrat que la junte malienne veut réduire au silence

Président de deux organisations de magistrats au Mali, Mohamed Chérif Koné est l'objet d'une procédure disciplinaire. Son crime : refuser de plier l'échine face aux violations des lois par la junte.



Les démêlées du magistrat malien commencent lorsque, dans une lettre signée au nom de l'Association Malienne des Procureurs et Poursuivants (AMPP) dont il est le premier responsable, Cheick Mohamed Chérif Koné dénonce le caractère illégal et inique des procédures contre certains anciens ministres du régime IBK.

En réaction, par un décret du 9 Septembre 2021 signé du colonel Assimi Goïta, le magis-

trat de grade exceptionnel est limogé de son poste de 1er Avocat Général près la Cour Suprême, à peine six mois après sa nomination. Mais ce n'était là que le début des déboires de Cheick Mohamed Chérif Koné, qui ne cessera d'ailleurs pas de dénoncer les nombreuses violations des droits humains qui s'accumulent sous le régime d'exception.

Le 11 Février 2022, celui qui est désormais reconnu comme l'une des rares personnalités

publiques à pouvoir encore tenir tête à la junte est convoqué, pour une audition, devant la Cour Suprême, en prélude à une procédure disciplinaire. Mais le magistrat ne se laisse nullement démonté. Il est notamment interrogé sur les propos contenus dans une lettre adressée au ministre de la Justice, dans laquelle il attire l'attention sur des manquements précis, qui menacent, selon lui, la crédibilité d'un appareil judiciaire qu'il estime désormais totalement aux ordres de l'Exécutif. Dans le procès-verbal de cette audition dont j'ai pu me procurer une copie, Cheick Koné, dès l'entame, annonce les couleurs : « Si le gouvernement de transition voit la séparation des pouvoirs en terme d'infériorité du pouvoir judiciaire par rapport à l'Exécutif, il revient aux magistrats (...) de se dresser contre de telles dérives inacceptables ».

## La lettre qui fâche

Le président de l'Association des Procureurs et Poursuivants du Mali est notamment interrogé sur une correspondance qu'il a adressée au président de la transition, avec ampliation au ministre de la Justice. Dans cette missive, Cheick Mohamed Chérif Koné appelle les autorités à plus de modestie et d'humilité, ce d'autant plus qu'il s'agit d'un « gouvernement de transition sans légitimité démocratique ». Plus loin, l'homme de loi use du thème « vagabondage gouvernemental ». Lors de son audition, sur la question de l'absence de légitimité démocratique du gouvernement de transition, le magistrat ne démord pas : « Je ne vois pas en quoi ces termes seraient inappropriés ou excessifs, sauf à me prouver que le gouvernement en place émane d'un président de la république démocratiquement élu ». « Quant aux termes vagabondage gouvernemental, pour dénoncer l'intrusion (du gouvernement) dans la conduite des affaires judiciaires, jusqu'à vouloir en être le maître, répond le magistrat syndicaliste, ils n'ont rien d'offensant, le vagabondage signifiant le fait

de s'écarter de ses missions pour se retrouver là où l'on n'est pas appelé ». Et Cheick Mohamed Chérif Koné de conclure que relever l'absence de légitimité démocratique « procède plutôt d'une honnêteté intellectuelle, en réaction à des membres irrespectueux et très peu courtois du gouvernement actuel de transition ».

### Le premier ministre convaincu de détournements

Dans sa lettre qui a suscité le courroux des autorités de transition, le magistrat affirmait par ailleurs que l'actuel Premier ministre, Choguel Maïga, est mal indiqué pour diriger un gouvernement qui se dit dédié à la lutte contre la délinquance financière. Sur ce chapitre, le magistrat déclare qu'il n'est « un secret pour personne que le dossier de détournement de deniers publics en termes de centaines de millions de nos francs, impliquant le Premier ministre, est un dossier consistant (...) prêt pour être jugé ». Le syndicaliste révèle que Choguel Maïga a même commencé à rembourser certaines sommes indûment perçues, notamment dans le cadre de double, voire de multiples salaires, ce qui constitue un aveu de culpabilité de l'accusé. Dans une de ses précédentes vies, l'actuel Premier ministre malien a notamment été Directeur général de l'Autorité Malienne de Régulation des Télécommunication des TICs et des Postes (AMRTP) du Mali. Un rapport du

Bureau du Vérificateur Général (BVG) avait mis en évidence d'importants détournements de deniers publics, dans la période où Choguel Maïga dirigeait cette structure. Le BVG avait alors préconisé que l'actuel chef du gouvernement fasse l'objet de poursuites judiciaires. Visiblement très au fait de ce dossier, le patron du syndicat des procureurs du Mali affirme que « des montants fabuleux et vertigineux ont été irrégulièrement décaissés » par l'actuel Premier ministre, sur le prétexte « farfelu et fantaisiste de « frais de colonie de vacances des enfants ».

Le bras de fer se poursuit entre les autorités de transition et Cheick Mohamed Chérif Koné. Convoqué devant la Cour Suprême réunie en Conseil de discipline, le Mercredi 15 juin 2022, le magistrat émérite qui était entouré de cinq éminents avocats, dont le céléberrissime bâtonnier Me Kassoum Tapo a récusé trois de ses confrères qui siégeaient. La bataille judiciaire ne fait apparemment que commencer, seul le président de ce Conseil de discipline ayant été récusé par les juges. Nous apprenons de Cheick Mohamed Chérif Koné que ses avocats vont attaquer ce jugement, afin d'obtenir que soient définitivement écartés tous les juges dont la récusation a été demandée, certains d'entre eux ayant déjà exprimé publiquement, sous différentes formes, leur hostilité à celui dont ils sont appelés à se prononcer sur le sort.

### Simple tentative d'intimidation

A l'issue de la procédure disciplinaire en cours, Cheick Mohamed Chérif Koné nous a déclaré qu'il ne risque qu'un simple blâme, la peine proposée par le rapporteur du Conseil de discipline. Nonobstant la légèreté de la peine, le magistrat syndicaliste ne compte faire aucun cadeau au système judiciaire qui voudrait manifestement le broyer. « Il s'agit pour moi d'une question de principe. Je veux défendre la loi » a déclaré à lenqueteurdetermine.net Cheick Mohamed Chérif Koné.

Alors que tous les contre-pouvoirs ont été neutralisés, ce célèbre magistrat est devenu, selon les observateurs, le dernier rempart contre ce que Cheick Koné qualifie de volonté des autorités de transition d'instaurer une dictature.

Selon nos sources, cette affaire est suivie de près par la CEDEAO, dont une des conditions pour lever les sanctions qu'elle a imposées au Mali est le respect de la liberté d'expression et des droits humains. Sur place à Bamako, la section des droits de l'homme de la mission de l'ONU, qui a récemment publié un rapport très critique sur les violations des droits de l'homme par la junte, est très attentive afin de s'assurer que tous les droits de Cheick Mohamed Chérif Koné seront respectés.

Ce qui est vrai, est vrai !

Source : lenqueteurdetermine

**malikile.com**  
 La première Plateforme de Distribution de communiqués et de relation médias et bien d'autres services !

74 Mali **Malikilé**  
 MIGRATION IRREGULIERE : 48 MALIENS PERISSENT EN MER

# Comité Communal de la Croix Rouge du Mandé : Redonner le sourire aux orphelins

Dans le cadre de la commémoration de la journée internationale de la croix rouge et du croissant rouge, le Comité communal de la croix rouge du Mandé a fait des heureux pour la fête de Tabaski à travers un don d'habits aux enfants orphelins de la commune. Cette activité avait pour objectif de permettre aux orphelins de la commune du Mandé de célébrer dignement la fête.



L'évènement s'inscrit dans le cadre des nombreuses activités de bienfaisance que le Comité communal de la croix rouge réalise souvent dans les différents quartiers de la commune.

Au cours de son allocution, le président du comité communal de la croix rouge du Mandé Youba Traoré a souligné que c'est dans l'optique de commémorer la journée internationale de la croix rouge et du croissant rouge qui a pour thème cette année, "soyons aimable" qu'ils ont décidé, au niveau communal, de célébrer cette journée à travers des dons aux enfants orphelins.

En effet, il a mis un accent particulier sur l'importance de l'entraide et de la solidarité envers les enfants orphelins qui ont perdu soit l'un des deux parents ou pire les deux parents. « **L'objectif était d'habiller 100 enfants avec l'accompagnement des partenaires nous sommes parvenus à atteindre 58. Nous souhaitons aller au-delà** », a-t-il avancé.

De ce fait, il a évoqué les difficultés qu'ils rencontrent à savoir le manque de financement,

le non accompagnement de leurs activités par les autorités. « **Nous sommes un Comité jeune qui œuvre pour le développement de la commune du Mandé et de façon volontaire. Les difficultés que nous rencontrons sont, le problème de financement et d'accompagnement, la non-compréhension des principes et des valeurs de la Croix rouge par la population. Nos activités sont financées à 70% sur fonds propres** », a précisé Youba Traoré.

« **Nous sollicitons l'accompagnement des autorités et des partenaires pour que le Comité communal de la Croix Rouge du Mandé soit beaucoup plus productif** », a-t-il demandé.

En outre, il a rappelé que tout ce qu'accomplit le Comité Communal de la Croix-Rouge est régi par les sept principes fondamentaux du CICR que sont l'humanité, l'impartialité, la neutralité, l'indépendance, le volontariat, l'unité et l'universalité.

En sommes, il a indiqué qu'ils souhaitent le parrainage des enfants orphelins qu'ils sont

répertoriés afin de perpétuer cette action. « **Pour que l'activité soit pérenne, nous avons répertorié plus de 300 enfants orphelins. Nous souhaiterions le parrainage de ces enfants par des personnes de bonne volonté. Si vous êtes sensibles à nos activités en faveur des enfants, et que vous voulez nous permettre d'augmenter nos aides, vous pouvez passer par le Comité communal de la Croix rouge du Mandé** », a-t-il souligné.

Pour sa part, une maman des bénéficiaires, Bagayoko Aya Diarra, s'est dit heureuse de l'élan de solidarité en faveur des enfants orphelins à l'occasion de la fête de Tabaski. « **Nous ne pouvons que remercier le comité communal de la Croix rouge du Mandé qui à travers ce geste a essuyé les larmes de nos enfants. Nous souhaitons qu'ils perpétuent ce genre d'action et que cela s'étende vers plus d'enfants orphelins à travers le Mali** », a-t-elle souhaité.

■ Maffenin Diarra

# Célébration du 60ème anniversaire de l'indépendance de l'Algérie : Allocution de SEM. Riache EL HAOUES, ambassadeur de l'Algérie au Mali

**M. le Ministre des Maliens de l'Extérieur et de l'Unité Africaine Mesdames, Messieurs les Ministres Mesdames, Messieurs les membres du CNT Excellences, mesdames et messieurs les Ambassadeurs et membres du Corps diplomatique Chers compatriotes Chers invités, Mesdames, Messieurs, Tout grade, titre et fonction respectés,**

Le 5 Juillet 1962, le peuple algérien a, au prix d'immenses sacrifices et d'une terrible guerre de libération nationale, refermé la parenthèse d'une longue nuit coloniale qui a duré 132 ans pendant laquelle sa liberté, sa dignité, son identité, son histoire et sa personnalité ont été féroce ment combattues et sa terre violée dans le cadre d'une mission dite civilisatrice.

Une mission qui a causé, couvert et justifié l'extermination systématique de plus de cinq

millions d'Algériens et l'exploitation prédatrice et sauvage des énormes richesses du pays. Une mission qui a ainsi condamné le peuple algérien à vivre les affres de l'humiliation sur sa propre terre, de la pauvreté, la faim, le dénuement, l'exclusion et tout autant et plus que tout les affres de l'ignorance.

Le Président Abdelmadjid Tebboune a rappelé récemment, je cite, «que l'un des moyens de contrôle des sociétés par le colonialisme a justement été le maintien des populations autochtones dans l'ignorance et loin de toute forme d'éducation»>>.

**M. le Ministre, Mesdames, Messieurs,**

Ce jour, 5 Juillet 2022, le peuple algérien fête dans la ferveur et la joie le 60ème anniversaire du recouvrement de la souveraineté nationale.

Il fête les grandes avancées réalisées par l'Algérie indépendante sur la voie de la construction d'institutions solides et pérennes qui survivent aux hommes et aux événements. Il fête la mise en place d'un édifice constitution-



nel, juridique et humain capable de résister solidement et solidairement à des secousses aussi meurtrières que l'agression terroriste des années quatre-vingt-dix.

Il fête aussi son puissant attachement à la mère-patrie, à son unité nationale, à son indépendance et à la défense de son intégrité territoriale en mobilisant à cette fin toutes les ressources nécessaires. Il fête, tout autant, les énormes progrès réalisés dans l'amélioration des conditions de vie des populations et dans la mise en œuvre des Objectifs du Développement Durable. A cet égard, le Rapport National Volontaire présenté récemment par mon pays à l'ECOSOC de l'ONU fournit des indications détaillées sur ces progrès.

De la multitude d'indicateurs contenus dans ce document, je me limiterais à mentionner ceux ayant trait à la lutte menée contre l'ignorance héritée de l'époque coloniale, que je viens d'évoquer.

Grâce aux efforts colossaux consentis par le pays, l'Algérie compte aujourd'hui plus de 1.7 millions d'étudiants, dont de nombreux maliens, 100 universités et centres universitaires, 14 écoles supérieures dans différentes spécialités, y compris celles ouvertes dernièrement dans les domaines des mathématiques et de l'intelligence artificielle.

L'Algérie compte ainsi aujourd'hui plus de 12 millions d'élèves, chiffre qui passe à 15 millions si on y inclut les étudiants et stagiaires du secteur de la formation professionnelle. Ceci veut dire qu'un tiers de la population algérienne est actuellement scolarisé à la charge de l'Etat au nom des principes intangibles de la démocratisation et de la gratuité de l'enseignement.

C'est là un objectif soutenu par tout le peuple algérien et que nous célébrons, ainsi que beaucoup d'autres, avec conviction et fierté en ce 60ème anniversaire de l'indépendance nationale.

### **M. le Ministre, Mesdames, Messieurs,**

Avec le Mali, pays voisin et frère, l'Algérie a toujours veillé à entretenir des relations de bon voisinage, d'amitié, de solidarité et de

coopération mutuellement avantageuses, relations fondées sur les principes cardinaux de la non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats et le respect de l'intégrité territoriale, de l'unité nationale et de la cohésion nationales de chacun des deux pays.

Elle continuera à le soutenir et à l'accompagner activement dans ses efforts de rétablissement de l'ordre constitutionnel, de rétablissement de la paix, de la sécurité et de la stabilité sur son territoire et dans la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation issu du processus d'Alger, lequel reste l'instrument idoine pour la restauration de la paix au nord dans le strict respect de l'intégrité territoriale et l'unité nationale de ce grand pays frère.

Les fortes dynamiques actuelles lancées par le gouvernement malien pour la mise en œuvre de profondes réformes institutionnelles ainsi que le renforcement de la lutte contre le fléau du terrorisme attestent d'une claire volonté de mettre durablement le pays à l'abri de nouvelles turbulences politiques et aussi de mettre fin aux violences terroristes qui ciblent de plus en plus les populations dans une tentative de discréditer l'action responsable et régaliennne de l'Etat. Nous encourageons les frères maliens à poursuivre dans la voie qu'ils se sont eux-mêmes librement et souverainement choisie et qu'ils mettent en œuvre avec conviction et détermination, en dépit des pressions exercées vainement sous différentes formes sur leur pays et sur leur peuple.

### **M. le Ministre, Mesdames, Messieurs,**

Les relations économiques et commerciales entre les deux pays ont besoin de connaître un développement quantitatif et qualitatif à la hauteur des relations politiques de qualité qui ont toujours existées entre les deux pays. Le potentiel existe dans les deux pays. La participation d'une forte délégation d'opérateurs économiques maliens à la 53ème édition de la Foire Internationale d'Alger, qui s'est tenue le mois dernier, a été un succès. Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a tenu à visiter le stand malien, l'un des rares stands où il s'est rendu, pour souligner l'importance qu'il accorde au Mali frère et au développement des relations économiques entre

nos deux pays.

### **Monsieur le Ministre, Mesdames, Messieurs,**

Je vous remercie très sincèrement d'avoir accepté d'honorer de votre présence cette modeste cérémonie qui vient clôturer un cycle d'activités dédiées à la célébration du 60ème anniversaire de l'indépendance, ainsi qu'au renforcement de l'amitié algéro-malienne.

Ces activités se sont déroulées au mois de juin. Elles ont porté sur la projection de 2 films sur notre guerre d'indépendance, une participation de l'Algérie à la première édition des Journées culturelles de la ville de Tombouctou, l'organisation d'une table ronde sur le grand érudit algérien Abdelkrim Al Maghiri, que les maliens revendiquent aussi comme Malien, un concours sur l'histoire de l'Algérie et des relations algéro-maliennes ouvert aux lycéens algériens et maliens, avec à la clé trois bourses d'études universitaires en Algérie et, enfin une soirée de convivialité pour les familles algériennes et les familles des anciens étudiants maliens en Algérie.

Je saisis cette heureuse opportunité pour remercier très chaleureusement les citoyennes et les citoyens Maliens qui ont pris part à ces activités; comme je remercie les associations suivantes qui ont contribué à la concrétisation et à la réussite de ces activités, à savoir l'Association des ressortissants algériens établis au Mali, l'Association des anciens étudiants et stagiaires maliens en Algérie, l'ONG SAVAMA DCI de Tombouctou, l'ARDCT de Tombouctou également et le Centre culturel Tomast de Bamako. Last but not least, je tiens à remercier et à rendre hommage à tous mes collaborateurs qui se sont dépensés sans compter pour que cette célébration soit aussi diversifiée.

Je termine en vous remerciant de votre aimable attention.

Gloire à nos Martyrs

Vive l'amitié algéro-malienne.

# L'INPS demeure au service des populations maliennes pour leur offrir l'espoir d'un avenir radieux



## L'INPS au service des assurés sociaux



**INSTITUT NATIONAL  
DE PREVOYANCE SOCIALE**



[www.inps.ml](http://www.inps.ml)



Email : [inps@inps.ml](mailto:inps@inps.ml)



[INPS.Mali](https://www.facebook.com/INPS.Mali)



[@INPS\\_Mali](https://twitter.com/INPS_Mali)

# La modèle à propos du cycle électoral 2022-2024 :

## « Le chronogramme risque d'essouffler les populations »



**D**ans son rapport hebdomadaire N°03/22 du 27 juin au 3 juillet 2022, la Mission d'observation électorale au Mali-MODELE- estime que le chronogramme 2022-2024 risque d'essouffler les populations maliennes avec 6 grands rendez-vous électoraux en 2 ans.

Observateur indépendant, et surtout vigilant, la MODELE a jeté son regard critique sur le chronogramme des futures élections. Ainsi, pour la MODELE « le chronogramme 2022-2024 risque d'essouffler les populations maliennes avec 6 grands rendez-vous électoraux en 2 ans ».

Pour éviter que le MATD ne se substitue à l'AIGE, la MODELE invite les autorités de la

transition à la rendre fonctionnelle avant la prochaine réunion du Cadre de Concertation National (CCN).

La Mission s'est aussi prononcée sur le couplage des élections des Collectivités territoriales. «La nouvelle réorganisation territoriale prévoit de créer 802 Communes, 466 Arrondissements (dont 6 au compte du district de Bamako), 156 Cercles, 19 Régions et le District de Bamako. Toutes ces entités doivent prendre part aux élections. La période de ces scrutins, coïncidant avec la saison des pluies en juin, a été jugée inadéquate par les fora passés comme le Dialogue National Inclusif (DNI) de 2019 et les Assises Nationales de la Refondation (ANR) de 2021. En plus, le couplage de

ces 3 scrutins différents, le même jour, est une première au Mali. Il constitue un défi organisationnel et logistique de la part de l'AIGE», a fait observer la MODELE.

Une constitution requiert un dialogue politique fort

S'il n'y a pas un dialogue politique fort, écrit la MODELE, l'écriture d'une nouvelle Constitution pourrait connaître le même sort que les tentatives avortées de révision de la Constitution de 2000, 2012, 2017 et 2019.

Sur les relations avec la Communauté internationale suite à la résolution renouvelant le mandat de la MINUSMA pour une année supplémentaire, la MODELE rappelle que le mandat de surveillance et de protection des droits de l'Homme du Haut-Commissariat des Nations Unies s'impose à tous les États membres qui ont ratifié les différents instruments juridiques internationaux, y compris le Mali.

La MODELE constate une faible représentativité des femmes dans les nominations des membres du Comité de suivi-évaluation des ANR et de la commission de rédaction de la nouvelle constitution. « Il ressort que sur 33 membres nommés par le Décret n°2022-0393/PT-RM du 29 juin 2022, du CINSERE ANR, seulement 6 sont des femmes ; soit 18%. De même sur 25 membres nommés par le Décret n°2022-0394/PT-RM du 29 juin 2022 de la Commission de rédaction de la nouvelle Constitution, seulement 5 femmes y figurent ; soit 20% », argumente la Mission dirigée par Dr Ibrahim Sangho.

Au regard de tout ce qui précède, la MODELE Mali adresse les 4 recommandations ci-dessous aux autorités de la transition :

- la mise en place de l'AIGE dans les meilleurs délais en vue du respect des dispositions de la loi électorale 2022 et pour éviter les conflits de compétence avec le ministère de l'Administration territoriale ;
- le consensus politique autour d'un Chronogramme réaliste des réformes et des élections de fin de transition ;
- la franche collaboration entre les autorités de la transition et la MINUSMA ;
- le respect de la Loi N°2015-052/ du 18 décembre 2015 instituant des mesures pour promouvoir le genre dans l'accès aux fonctions nominatives et électives.

Source : Le Challenger

## Yeah Samaké : Un leader exceptionnel qui sera candidat à la présidentielle malienne

C'était l'été 2020, et Yeah Samaké dans l'Utah (un état des États-Unis) a vu sur son téléphone et sa télévision, : des milliers de manifestants envahissant les rues de Bamako, exigeant la démission du président du pays. C'était le moment auquel Samaké avait aspiré. Mais Samaké, double candidat à la présidentielle malienne, était pris au piège, de l'autre côté de l'océan.

Il avait amené sa famille dans l'Utah pendant la pandémie. Mais plus il suivait les développements au Mali, plus il devenait agité. « Je ne peux pas rester ici », pensa-t-il. En raison de COVID-19, il n'y avait pas de vols vers le Mali, alors il a élaboré un plan : Volez vers la Côte d'Ivoire, le voisin du Mali et louer une voiture pour se rendre à la frontière. À partir de là, il embaucherait deux chauffeurs de moto pour le faire reste du trajet – un pour lui-même, un pour ses bagages. Une fois au Mali, il louerait une autre voiture et se rendrait à Bamako. Alors que Samaké me raconte cette histoire, ses yeux s'écarquillent. Nous sommes assis dans la maison de son ami à Highland, Utah – il est en ville pendant quelques semaines pour travailler avec son organisation à but non lucratif basée dans l'Utah. Il lève la main et je vois ses boutons de manchette de l'Université Brigham Young ; épinglé à sa robe caftan traditionnelle se trouve le logo du parti politique qu'il a formé au Mali : le Parti pour l'action civique et patriotique. (Pacp) Le plan de Samaké en 2020 a fonctionné et il a voyagé depuis l'Utah pour rejoindre les manifestations maliennes. Plus tard cette année-

là, un coup d'État militaire a forcé le président controversé du Mali à démissionner. Mais la stabilité politique a été de courte durée. Plusieurs des dirigeants les plus puissants du pays ont fui après le coup d'État. Bientôt, une autre prise de contrôle militaire a installé un chef différent. C'était le troisième coup d'État en une décennie, le cinquième depuis que le Mali a obtenu son indépendance de la France en 1960.

Pour les observateurs extérieurs, le Mali est un pays plein de potentiel mais en proie à la corruption. Il possède de vastes ressources naturelles, mais trop souvent, un gouvernement instable et une influence coloniale persistante entravent le progrès. Même ainsi, certains experts prévoient « un nouveau réveil », mené par de jeunes Maliens. Armées de la technologie et des perspectives mondiales, les jeunes générations manifestent et appellent au changement. Une élection présidentielle démocratique est prévue pour le début de 2024, et Samaké – le père de trois enfants, diplômé de BYU et converti à l'Église de Jésus-Christ des Saints des Derniers Jours. Il a annoncé sa candidature le mois dernier.



Si le pays à prédominance musulmane l'élisait, il serait le premier président chrétien du Mali. Il serait également le premier chef d'État saint des derniers jours pratiquant, non seulement au Mali, mais dans le monde entier. Il a été maire et ambassadeur, et ses deux campagnes présidentielles, en 2013 et 2018, l'ont conduit à ce stade, dit-il. Un coup d'État a interrompu sa première campagne et des attaques de militants contre des bureaux de vote la seconde. Mais l'élection de 2024 offre un nouveau départ tant pour Samaké que pour le pays qu'il espère diriger.

Le premier pas vers le retour dans son pays était virtuel. En 2009, Samaké – toujours dans l'Utah – a fait campagne pour la mairie de sa ville natale, Ouléssébougou (du nom de son ancêtre, Oulessee). C'est une petite ville. Samaké a remporté cette élection, se présentant sur une plate-forme anti-corruption.

Mais deux ans et demi après le début de son mandat d'ambassadeur, Yeah Samaké s'est de nouveau senti agité. Le président qui l'a nommé, Ibrahim Boubacar Keïta, était en poste depuis quatre ans mais n'avait pas réussi à promulguer les changements que Samaké avait espérés. Samaké a vu une opportunité de retourner au Mali et de se présenter contre lui. La décision a été ardue. « Un poste d'ambassadeur est un privilège, c'est un confort », a déclaré Yeah Samaké. « Abandonner cela pour un inconnu était difficile. » Quand il a fait part de son plan à Keïta, le président ne l'a pas cru. Mais Samaké n'était pas découragé. « Il ne s'agit pas de moi », a déclaré Samaké au président. « S'il s'agissait de moi, je n'aurais pas quitté l'Amérique pour rentrer chez moi. »

Source : Intellivoire



## Transition : Un chronogramme ambitieux face aux défis

**Après les gages des autorités de la transition de renouer avec l'ordre constitutionnel au plus tard en février 2024, date de la présidentielle, la CEDEAO a levé le 3 juillet les sanctions économiques et financières qui pesaient sur le pays depuis le 9 janvier. Nombre de politiques et d'observateurs jugent le chronogramme proposé ambitieux, mais intenable au regard des défis et du temps imparti.**



**A**près un premier engagement, non tenu, de renouer avec l'ordre constitutionnel en mars 2022, les autorités de la transition se sont engagées à passer le pouvoir à un régime élu en février 2024. Le nouveau chronogramme des élections, qui consacre le retour à l'ordre constitutionnel, prévoit quatre rendez-vous : le scrutin référendaire, l'élection des conseillers des collectivités territoriales, les législatives et la présidentielle, prévue pour le 4 février 2024. Comment tenir ces élections en 20 mois, avec des réformes politiques et institutionnelles à mener à bien et dans plusieurs localités en proie à l'insécurité ? C'est la grande question qui anime les états-majors politiques.

« Le chronogramme est un pas décisif vers le retour à l'ordre constitutionnel. Mais nous pensons quand-même que les activités programmées sont très denses, sinon insoutenables. Le mécanisme qui sera mis en place pour le suivi-évaluation du chronogramme doit tout faire pour que nous ne dispersions pas nos énergies. Le temps imparti étant connu, il ne faudrait pas poser des actes qui vont nous emmener à prolonger encore la transition », pense Yaya Sangaré, Secrétaire général de l'ADEMA. Il poursuit en proposant au gouvernement de se limiter à l'élection référendaire, aux légis-

latives et à la présidentielle. « Les autres scrutins peuvent être reportés et les futures autorités élues pourront s'en occuper ».

Oumar Ibrahima Touré, Président de l'APR, est du même avis. « Le chronogramme est difficilement tenable dans le temps imparti. On va être dans une cadence électorale intense. Nous pensons qu'il faut aller à l'essentiel, avec les élections référendaires, législatives et présidentielle ».

Équations multiples

Pour le Dr. Ibrahima Sangho, Président de l'Observatoire pour les élections et la bonne gouvernance au Mali, le principal défi est l'opérationnalisation de l'Agence indépendante de gestion des élections (AIGE), qui aura en charge l'organisation et la gestion du processus électoral. « Si on se réfère à la nouvelle loi électorale, ce n'est pas au gouvernement de proposer un chronogramme, mais à l'AIGE. Celle-ci n'est toujours pas opérationnelle. L'AIGE, c'est comme les anciennes CENI. Nous savons que pour l'opérationnaliser il faut un minimum de 6 mois ».

Il relève également que l'insécurité pourrait être un handicap pour la tenue du scrutin référendaire. « On peut organiser l'élection présidentielle, les communales et les législatives sur 70 à 80% du territoire national. Mais, par

rapport au référendum, tant que les 100% du territoire national ne seront pas sécurisés, on ne pourra pas y aller ».

Au-delà du rythme soutenu du chronogramme et de l'insécurité, les réformes politiques et institutionnelles, ainsi que l'hivernage, sont des paramètres qui pourraient impacter la volonté des autorités maliennes.

Pour l'élection des conseillers des collectivités territoriales, par exemple, ce sont trois grandes élections couplées qui auront lieu au mois de juin 2023. Une date qui coïncidera avec l'hivernage, « alors que tous les fora passés, que ce soit le Dialogue national inclusif ou les Assises nationales de la refondation, ont recommandé de ne pas faire d'élections pendant la saison des pluies, car les populations sont occupées à cultiver leurs champs », explique le Dr. Ibrahima Sangho.

Concernant les législatives, elles impliquent des réformes politiques majeures, nées du processus de régionalisation en cours, qui va nécessiter la création de nouvelles circonscriptions électorales. « Avec la réorganisation territoriale, il est prévu de créer plus de 160 cercles. Cela veut dire qu'il y a d'autres réformes qui vont intervenir. Il faut relire la loi organique des députés pour être en conformité avec la nouvelle réorganisation territoriale », précise le Dr. Sangho.

« Les nouveaux cercles seront des circonscriptions électorales pour les élections à venir. Ce sont des anciens arrondissements qui ont été érigés en cercles dans le processus de régionalisation en cours. L'administration est déjà sur place. Donc l'organisation matérielle ne fera pas défaut pour la bonne tenue des élections », relativise Mamba Coulibaly, Président du Collectif des nouvelles régions.

Plusieurs politiques et observateurs jugent le chronogramme des autorités maliennes comme une preuve de bonne volonté face à la CEDEAO, mais recommandent au gouvernement un calendrier « réaliste, qui aille à l'essentiel ». De son côté, le porte-parole du gouvernement assure que, « conformément à la vision de SE le Colonel Assimi Goïta (...) de rétablir un ordre constitutionnel », celui-ci « prend l'engagement de tout mettre en œuvre pour réaliser les objectifs de la transition attendus par le peuple malien ».

Boubacar Diallo

Source : Journal du Mali

# Ne tuons pas nos fleuves : Certaines espèces aquatiques se raréfient, pourquoi cela doit nous interpeller ?

La pollution des cours d'eau et d'autres actions sont aussi un facteur qui accentue la raréfaction de bon nombre d'espèces aquatiques. De quoi tirer la sonnette d'alarme et interpeller.



**D**ans le fleuve Niger, qui apporte énormément au Mali et à bien d'autres pays, on trouve des espèces de plusieurs types, qui contribuent à sa biodiversité. En plus des poissons, il contient des reptiles, des lamantins, des hippopotames, comme l'indique l'Unesco dans son document intitulé Le Bassin du fleuve Niger (du seuil de Markala au lac Débo), produit en 2017. Reste que certaines espèces se font de plus en plus rares. Beaucoup d'anciens témoignent que le Mali, par le passé, était très peuplé d'hippopotames, cet animal semi-aquatique. Le nom « Mali », signifiant d'ailleurs « hippopotame » en bamanankan, même si d'autres thèses indiquent que le pays ne le tient pas de cet animal. Des légendes, qui ont voyagé à travers le temps, comme la célèbre histoire de « Mali Sadio », sont rappelées pour montrer la présence massive d'hippopotames dans les eaux de notre territoire.

## INDIGNATION DES INTERNAUTES

En 2019, un chasseur très connu, du nom de Moustapha Diallo, avait abattu un hippopotame et s'était fièrement pris en photo. Une image qui a fait le tour des réseaux sociaux. L'homme, contre toute attente, a subi l'indignation des internautes qui lui ont rappelé que l'espèce était en voie de disparition et qu'une loi datant de 1995 le mettait à l'abri de toute action visant à le retirer de son lieu d'habitation, sauf pour des raisons scientifiques. La raréfaction des hippopotames, des lamantins et des grands reptiles est réelle. Pour preuve, fin 2021, un lamantin, après avoir été aperçu en vie par les populations de Missabougou, avait bénéficié d'une protection accrue de la part d'une équipe du cantonnement des eaux et forêts de la rive droite de Bamako. L'animal, hélas, a trouvé la mort quelques jours après. Beaucoup de personnes ne connaissant pas un lamantin, la rumeur concernant l'échouement d'une sirène sur les berges du Niger avait pris le dessus. La directrice régio-

nale par intérim des eaux et forêts, Mme Djénéba Guindo, avait rassuré les populations qu'il s'agissait bien d'un lamantin.

Un soir de 2019, en revenant de Hamdallaye ACI 2000, j'ai été témoin d'une scène incroyable : une foule de badauds sur le deuxième pont, les yeux rivés vers le fleuve, crée un embouteillage. L'objet de la curiosité ? « Un hippopotame dans le fleuve... Un hippopotame dans le fleuve ! », disaient certains, d'autres cherchaient encore, y compris moi.

La même année, un autre avait été aperçu du côté de Flabougou, à Baco-Djicoroni. La foule s'était encore rassemblée pour l'observer, les enfants criant « mali, mali, mali ! ».

C'est la preuve qu'il est vraiment difficile de voir des hippopotames aujourd'hui. A part à la télé, les enfants n'ont pas la chance de les connaître. Au parc zoologique, on n'en trouve pas. Le seul bébé hippopotame, âgé d'une année, baptisé « Kouli » que le zoo national du Mali avait accueilli en 2018, a trépassé le vendredi 15 février 2019. Une publication du zoo national avait indiqué que l'autopsie du corps de Kouli a révélé la présence de nombreux sachets plastiques, de tissus, de morceaux de fer, ainsi que 5 kg de sable compact. Tous ces corps étrangers auraient été ingérés lors de sa longue année de captivité passée chez un chasseur.

## PROTÉGER CES ANIMAUX

« On constate une raréfaction voire, dans certains cas, une quasi-disparition des grands reptiles (crocodile du Nil, python, varan) et des grands mammifères herbivores (hippopotames, lamantins) », peut-on lire dans un rapport intitulé Avenir du fleuve Niger de l'Institut de recherche pour le développement (IRD).

Les observations d'hippopotames, note l'étude, menées entre 1999 et 2001, semblent indiquer la présence d'une trentaine d'individus dans le complexe du Débo (cercle de Youvarou). Vingt-cinq à trente individus sont également signalés dans le Niger, dans le Diaka et dans la plaine de Seri.

La menace concernant leur disparition plus que jamais plane. Nos actions ont besoin d'être mesurées pour les sauvegarder au maximum.

Source : Benbere

## Transition : Le CNRD demande au CNT de surseoir à toute activité liée à la rédaction de la Constitution



Le Conseil national de la Transition (CNT) a mis en place une commission ad-hoc pour la rédaction de l'avant-projet de la Constitution. Mais la composition des membres dudit comité a créé des polémiques sur les réseaux sociaux. Et le CNRD a demandé au CNT de surseoir à cette activité. Il motive sa décision par son souci de donner une chance de réussite aux différentes concertations organisées depuis le 5 septembre 2021. « Le CNRD, conformément au communiqué n°001 du 5 septembre 2021, après concertation avec le président du CNT, demande de surseoir à toute activité allant dans le sens de la rédaction d'une nouvelle constitution en attendant le rapport des assises nationales », indique-t-on dans le communiqué de CNRD rendu public ce 10 juillet 2022.

Source : GuinéeNews

## RCI : Simone Gbagbo exhorte des femmes évangéliques à être des solutions face à la crise mondiale

L'ex-Première dame de Côte d'Ivoire, Mme Simone Ehivet Gbagbo, a exhorté dimanche à Abidjan des femmes évangéliques à être des solutions face à la crise alimentaire mondiale, engendrée par le conflit russo-ukrainien.

Mme Simone Gbagbo intervenait, en qualité de marraine d'honneur, à l'occasion de la fête de l'AOC (Action des ouvrières de Christ) de l'église des Assemblées de Dieu de Koumassi Remblais, temple "El Kabod", dans le Sud d'Abidjan.

Elle a incité les femmes à "travailler davantage dans le cadre de la transformation des matières premières", car, en le faisant, elles rendent service à la nation face à la conjoncture économique mondiale.

L'ex-Première dame, Simone Gbagbo, qui a arboré le pagne de la fête de l'AOC session 2022,

a terminé ses propos "en les encourageant à trouver des solutions, aider au développement du pays, surtout dans cette crise alimentaire mondiale".

Au cours de cette cérémonie, la présidente d'honneur, la prophétesse Catherine Bangoret, par ailleurs présidente de l'AOC locale, a entretenu ses sœurs sur le thème "Par le Saint-Esprit, AOC, retournons aux fondamentaux en vue du réveil".

Mme Catherine Bangoret a soutenu son exhortation avec les livres de Luc et Actes des apôtres. La fête des femmes de l'AOC, événement célébré chaque année, est marquée par des chants, des interprétations et des sketches.

AP/ls/APA

Source : news.abidjan.net



# Paul Pogba de retour officiellement à la Juventus de Turin : Le salaire annuel qu'il touchera

L'ex-milieu de terrain de Manchester United revient à ses premières amours. Paul Pogba à la Juve, c'était dans les tuyaux. Ce lundi 11 juillet 2022, le retour de Pogba a été officialisé. La Juve compte sur son ex-feu follet pour reprendre des couleurs dans le championnat.

**P**aul Pogba s'est définitivement trouvé un point de chute après ses six saisons passées en demi-teinte à Manchester United. La Juventus a officialisé ce lundi l'arrivée de Paul Pogba. En fin de contrat avec

Manchester United, l'international français (91 sélections, 11 buts) avait passé sa visite médicale samedi et a signé pour les quatre prochaines saisons.

Paul Pogba va donc évoluer jusqu'en 2026 à la

Juventus de Turin si tout se passe bien avec le staff et les supporters. Avec la Juventus entre 2012 et 2016, le Champion du monde 2018 s'était révélé aux yeux du monde entier et avait remporté quatre Scudetti, ainsi que deux Coupes d'Italie et trois Supercoupe. C'est ce qui a incité Manchester United à le payer à prix d'or.

Cependant, le rendement de Paul Pogba n'a pas été le même à Manchester United. Quelque soit l'entraîneur qui est passé, Pogba n'a véritablement pas brillé. Le pic de ses relations houleuses avec ses entraîneurs s'est produit du temps du passage de Jose Mourinho. Ce dernier avait qualifié Pogba de virus dans le vestiaire. Paul Pogba touchera un salaire annuel de 8 millions d'Euros.

Source : Afrikmag





## Bélier (21 mars - 19 avril)

Aujourd'hui, vos années d'ancienneté ne suffiront pas à vous sortir d'un mauvais pas. Vous ne transposerez pas les codes de la logique dans votre vie professionnelle. Pas simple quand on oublie de se soucier de l'avis de ses pairs. N'est-ce pas ?

Sans être catastrophique, votre situation financière ne sera pas non plus mirobolante. Contre toute attente, vous y trouverez votre compte. En effet, cela vous donnera un prétexte pour remettre à plus tard certains gros achats de votre conjoint...



## Taureau (20 avril - 19 mai)

Pour finir une tâche, vous mettez plus de temps que prévu. Vous ne recevez pas d'aide de collègues. Ils travaillent dans leurs coins. Leurs méthodes de travail peuvent être différentes des vôtres. Une réunion serait l'idéal pour évoquer ces conflits.

Vous êtes prudent dans vos dépenses. Les finances sont stables. Les revenus couvrent vos charges. Un désir de placement peut émerger. Il peut y avoir un rendez-vous avec un conseiller. Lisez bien entre les lignes si vous signez un contrat pour un placement !



## Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Créativité et esthétique sont bien utiles au travail, deux qualités importantes qui vous sont offertes par Neptune. Grâce à Saturne, vous parvenez également à avoir une tranquillité d'esprit, qui permet d'affronter les difficultés, avec une grande sérénité.

Vous pourriez rencontrer des difficultés dans ce domaine. Les interrogations arrivent, avec une ambition matérielle qui s'avère ne pas être proportionnelle à vos aspirations ! Pesez le pour et le contre, la persévérance est à vos côtés pour la journée.



## Cancer (21 juin - 21 juillet)

Cher natif, si vous faites un travail de groupe, il risque d'y avoir des clashes inévitables. Un climat hostile s'installe dans le domaine professionnel et relationnel, vous manquez d'arguments pour votre défense. La journée est déroutante.

Ce n'est pas parce que vos finances ne sont pas dans le vert que vous devez vous désintéresser, des mouvements passent sur vos comptes. Il se pourrait bien que votre banquier vous rappelle à l'ordre en vous passant un petit coup de fil.



## Lion (22 juillet - 23 août)

Ami Lion, un sentiment de supériorité vous poussera à agir et à prendre une décision peu orthodoxe. En effet, vous traiterez un dossier dans les grandes lignes pour coller le plus possible à certains délais. Faites en sorte que cela reste exceptionnel...

Sachant pertinemment que l'argent peut représenter pour certaines personnes une illusion, vous éviterez les dangers qu'une telle obsession matérielle peut engendrer. Voilà pourquoi, vous supprimerez de votre liste de dépenses les achats insensés...



## Vierge (23 août - 23 septembre)

La journée s'annonce chargée en activités diverses ! Vous risquez la dispersion ! Une organisation doit être adoptée ! Vous devez faire attention aux bavardages ! Ils vous détournent de vos tâches ! Un effort est à faire pour rester concentré !

Prudence dans les dépenses ! Récemment elles sont fortes. Il y a un risque de déséquilibre dans le budget. Un découvert peut arriver ! Il faut prévoir une accalmie. Factures et coups de coeur se combinent ! Échelonnez vos règlements ou limitez les sorties !



## Balance (23 septembre - 22 octobre)

Des obstacles risquent de se produire. Vous êtes nerveux, et pourriez ressentir une baisse de tonus. Un certain découragement arrive, avec un pessimisme, dû aux difficultés du moment. Mais Neptune est là, et vous apporte des changements en perspective !

Il est possible que vous viviez quelques difficultés dans ce domaine. Tout ne va pas comme vous le souhaiteriez. Peut-être que votre travail a été ralenti ces derniers temps, impliquant un manque de revenus. Quoi qu'il en soit, des inquiétudes apparaissent.



## Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Une belle avancée du côté du travail, vous évoluez plus vite que ce qui était prévu. Si vous cherchez à prendre un nouveau départ professionnel, le moment est opportun. Autour de vous, tout bouge, vous avez toutes les chances pour réussir.

Les questions financières se règlent avec une facilité déconcertante aujourd'hui. Ami Scorpion, les astres vous font un pont d'or, les possibilités de gagner toujours plus d'argent sont multipliées. Vous trouvez des appuis solides. Foncez !



## Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Face à l'ampleur des difficultés économiques du moment, vous tenterez de vous adapter. Un changement temporaire de poste ne sera pas à exclure. Ami Sagittaire, votre employeur pourra même aujourd'hui vous demander de pratiquer le télétravail.

Confiance, souplesse, garanties sérieuses... Aujourd'hui, ces mots seront le reflet de vos finances. Même s'il vous sera de plus en plus difficile d'économiser, vous n'en continuerez pas moins à mettre quelques sous dans votre tirelire. Qui va piano va sano !



## Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

À la dernière minute, un dossier peut arriver sur votre bureau ! Vous n'aimez pas ces conditions de travail ! Le rendement est demandé avec une forte pression ! Une nouvelle façon de travailler peut vous aider ! Elle devrait vous faire gagner du temps !

Prévoyez de piocher dans la trésorerie ! Les charges sont importantes. Votre salaire est vite englouti ! Les frais sont liés à la vie de famille. Vous êtes peu aidé face à un train de vie important ! À part des inquiétudes, la situation est protégée !



## Verseau (20 janvier - 19 février)

Vous avez l'impression de n'arriver à rien en ce moment, et le découragement s'installe, sans que vous y trouviez une issue favorable. La conjonction Pluton/Jupiter, assez puissante, opposée à votre Soleil, en est la cause. Patientez, et relativisez.

Vous avez envie de tout ! Méfiez-vous de Jupiter et de ses excès, il vous pousse, sans crier gare, à une consommation redoutable ! Essayez de refréner ces envies de dépenses qui surviennent, au risque de recevoir un appel de votre banquier !



## Poisson (19 février - 21 mars)

Sur le plan professionnel, vous bénéficiez d'un grand dynamisme. Vous tentez de nouvelles expériences tout en donnant le meilleur de vous-même. Votre hiérarchie est totalement séduite. Persévérez dans ce sens, vous obtiendrez ce que vous souhaitez.

Les influences astrales vous poussent à faire des placements, le moment est opportun, cher Poissons. Votre situation budgétaire s'est nettement stabilisée. Vous recevez une bonne nouvelle suite à une ancienne démarche administrative. L'argent rentre !



L'information est l'oxygène des temps modernes

# Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS

Communiqué du Conseil des Ministres du mercredi 1er juin 2022 en n°2022-24/sgg

**1110 Malikilé**

Crise au sein du RPM  
**Dr Becari Treta sommé d'organiser un nouveau congrès**

Situation financière du Mali: Non le pays n'est pas en "défaut de paiements"

**1111 Malikilé**

Prochain sommet de la CEDEAO sur le Mali  
**Revoilà le Cadre d'Echanges**

Face aux nouvelles technologies individualisées de notre époque, votre journal prendra le pas sur les autres. Tout d'abord de la manière la plus grande en analysant pour les utilisateurs les sites et pages web de vos concurrents.

**1112 Malikilé**

Durée de la Transition  
**Le Sommet de la CEDEAO tergiverse, le Mali s'assume!**

Le Mali: La hausse des prix des denrées alimentaires

**1113 Malikilé**

Durée de la Transition  
**La polémique entre le Mali et la CEDEAO**

Journées de Réflexions et de Soutien à la Transition: La jeunesse invitée à jouer sa partition

**1114 Malikilé**

Année MS-RFP  
**Dr Choguel Kokalla Maiga fait le bilan de l'an I de la rectification**

Le Mali: La hausse des prix des denrées alimentaires

**1115 Malikilé**

Burkina Faso-CEDEAO  
**Issoufou Mahamadou, un médiateur contesté!**

Adema - PASJ: Enfin le bitan de 10 ans de pouvoir

**1116 Malikilé**

Nouvelle Constitution  
**Le top départ!**

Mali: La hausse des prix des denrées alimentaires

**1117 Malikilé**

Le ministre Diop à la tribune des Nations Unies  
**Le nîet du Mali à la force française Barkhane**

Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

# 70 44 22 23